

## Pour une grève générale de l'automobile !



Débrayage du 21 juillet à Talbot-Poissy

Sygm a

# Balayez la campagne raciste ! Aucun licenciement !

9 août -- Il ne se passe pas une semaine sans qu'un jeune immigré ne soit tiré comme un lapin par un tueur raciste -- en uniforme ou non -- encouragé par cette immonde campagne de haine raciale qui empoisonne le pays. Ce sont encore les immigrés qui sont les premiers visés par les quelque 7000 "suppressions d'emploi" à PSA-Peugeot, dont près de 3000 licenciements ouverts, circonscrits pour l'heure à Poissy-Talbot. Il ne se passe pas non plus une semaine sans que ne soit annoncé un renforcement du contrôle des immi-

grés par un membre du gouvernement Mitterrand qui gère la crise d'un capitalisme pourrissant, prenant des mesures chaque jour plus dures contre la classe ouvrière.

Retenus par leurs directions réformistes qui jouent les chiens de garde de l'austérité gouvernementale, les travailleurs voient se dresser devant eux les forces menaçantes de la réaction que provoque la politique anti-ouvrière, raciste et anti-soviétique de Mitterrand. Chacun garde en mémoire la sinistre manifestation de flics du 3 juin, faisant

brusquement surgir le spectre du bonapartisme qui pourrait bien mettre un terme à la dérisoire agitation parlementaire. Chirac donne un avant-goût d'un tel régime réactionnaire avec sa proposition, relevant de l'apartheid, de transformer Paris en une agglomération de ghettos, fixant la résidence en fonction de la nationalité, et avec l'expulsion par une milice privée au service des gaullistes des syndicalistes de la Bourse du travail de Levallois-Perret.

Il est possible de stopper et retour-

ner la situation! Une grève générale de l'automobile contre toute menace de licenciements pourrait être le fer de lance, dirigée par ceux qui constituent depuis deux ans l'avant-garde de la lutte prolétarienne en France, les OS immigrés de l'automobile, ceux-là mêmes qui voient aujourd'hui leur emploi menacé, leurs enfants assassinés et leurs frères expulsés. Rompez avec Mitterrand et finissons-en avec sa politique anti-ouvrière, balayez des rues la racaille raciste et repoussez la menace de la réaction bonapartiste et ses auxiliaires fascistes!

Une mobilisation puissante de la classe ouvrière est nécessaire afin de défendre avec ténacité les droits démocratiques qui existent et afin de lutter pour ces conditions qui facilitent les tentatives d'organiser une riposte de la classe ouvrière. Et le moment de lutter pour des emplois est toujours quand nous en avons, et non quand les banlieues industrielles de Paris ou de la vallée de la Basse-Seine seront devenues des villes fantômes comme ce qu'est devenue la Lorraine, auparavant rouge et combative.

## La classe ouvrière a la puissance d'arrêter la terreur raciste !

9 août -- Les meurtres racistes font tâche d'huile. Les cadavres de Toufik Ouannès, Ahmad Benkhidi, Thiam et Moktar Boiro sont là pour démentir l'affirmation de la presse bourgeoise que cette vague de folie monstrueuse ne prend pas pour cible privilégiée les immigrés. La France

chauvine blanche a déclaré la guerre aux immigrés; les meurtres et ratonnades en cascade du printemps et de l'été en sont la preuve tragique: tentative policière d'assassinat de Toumi Djaidja à Venissieux; fusillade anti-Turcs à Bourgneuf; meurtres de Kamal Lettad à Meudon-la-Forêt,

de Moussa Mezzagh à Livry-Gargan, de deux Africains en plein Paris, d'un Martiniquais à Saint-Ouen; de jeunes Maghrébins sont pris comme cibles par des tireurs isolés.

Un message est passé: on peut abattre les immigrés en toute impunité  
suite page 2

### POUR UNE GREVE GENERALE DE L'AUTOMOBILE

La classe ouvrière de France est multinationale, et ce sont ses couches immigrées, aujourd'hui pro-

suite page 10

# Pourquoi ils rejoignent la LTF

Rouen, le 9 juillet 1983

Il faut que je travaille avec des militants dont la tâche, pour aboutir à la révolution prolétarienne (seul avenir pour la classe ouvrière), est d'appliquer honnêtement au vu du prolétariat un programme bien défini; j'entends par là le fait d'appliquer un programme établi, le plus fidèlement possible et sans concession pour le faire valoir auprès du plus grand nombre d'individus (non organisés ou organisés -- syndicats, partis).

En tant que femme, je ne pouvais être attirée que par la LTF, car après avoir "baigné" quelques temps dans le milieu LCR, je me rendais compte que, excepté une sympathie pour ses membres, ceux-ci n'ont su que me proposer de faire partie d'un "groupe femmes". J'avoue avoir été enthousiasmée par cette perspective, mais après quelques réunions où nous pouvions parler de notre nombre mais où il était inconvenant de discuter des problèmes politiques, je pensais que j'y perdais un temps fou, car j'y cherchais autre chose, mais cette autre chose était encore floue dans ma tête et je n'avais aucune proposition concrète.

J'ai pu, à travers des lectures et des discussions avec des militants de plusieurs organisations socialistes révolutionnaires, juger des différentes tactiques politiques et des programmes proposés (quand il y en a!) Il apparaît donc aujourd'hui que les grands axes du programme (et son application) de la LTF correspondent le mieux, actuellement, à mes aspirations.

C'est pourquoi je demande ce jour aux membres de la LTF mon intégration dans l'organisation en rappelant toutefois:

-- que je suis d'accord avec les grands axes du programme, mais qu'il me faudra encore étudier une série de cours s'y rapportant et qui se déroulent

cet été;

-- que le temps que je pourrai consacrer à l'organisation sera, pendant quelques temps, encore très restreint (enfants, travail, éloignement du local).

Régine C.

PS Je demande à prendre connaissance de la discipline à respecter au sein de l'organisation si on m'y accepte aujourd'hui.

\* \* \*

Paris, le 21 juillet 1983

(...) Lors d'un meeting à Evry organisé à l'occasion des élections municipales, j'eus enfin un contact avec les organisations de l'"extrême gauche" (auparavant, j'avais lu un ou deux *Lutte ouvrière*, c'est tout).

Arrivé en retard, je ratai le discours du représentant de LO; celui de Krivine me déçut, sans que j'eusse les éléments théoriques pour comprendre pourquoi il ne m'apportait rien.

Il y eut une intervention du camarade Jean-Luc: elle me parut totalement extrémiste après le discours de Krivine, et cependant elle me paraissait sans faille.

A la suite de la réunion, je pris contact avec le représentant de LO. Nous nous voyions toutes les semaines, où nous discutons des événements récents; il s'agissait en fait de papoter sur la dernière offensive de la bourgeoisie française contre les travailleurs.

La théorie était la suivante: d'ici quelques mois ou quelques années allait se produire une grande convulsion sociale à cause de l'aggravation de la crise. Il fallait donc se préparer, les militants révolutionnaires devant se tremper avant l'épreuve. Le camarade de LO me fournissait donc des romans me parlant de la torture en Algérie (*La Question*, Henri Alleg) ou des états d'âme d'un révolutionnaire face aux crimes des staliniens (*La Condition humaine*).

En un mot, le programme de LO c'était: il faut devenir un dur et être prêt à encaisser pour la

Cause. Mais quelle cause? A vrai dire, on n'en parlait pas tellement. La seule lecture politique a été *Le Manifeste*.

Je commençais à avoir des contacts plus fréquents avec la Ligue trotskyste. C'est seulement alors que je commençai à comprendre la question russe (dont LO ne parle jamais) et polonaise, ainsi que la nature véritable du front populaire.

Mais comprendre les choses cela signifie, pour un marxiste, agir pour les transformer. Dès lors, les points de désaccord se multipliaient avec LO: à quoi pouvait servir un journal aussi bête que LO, qui ne disait mot sur la campagne antisoviétique, qui soutenait Solidarité même si la direction était cléricale et pro-capitaliste (on me rétorquait: oui, mais c'est un mouvement ouvrier; comme si des millions d'ouvriers allemands n'avaient pas suivi Hitler), etc.

A tous ces aspects se superposait, indissolublement, la question de l'organisation (où est le centralisme démocratique chez LO?)

Je ne pouvais plus suivre l'ouvriérisme abêtissant de LO, qui ne faisait pas progresser d'un pouce la révolution prolétarienne. Il me paraît inutile ici de parler de mes désaccords avec la LCR et le PCI, qui sont encore plus manifestes.

A l'opposé de ces organisations pseudo-trotskystes, la LTF a entrepris d'éclairer mes erreurs, et m'a fait lire des textes décisifs sur les Etats ouvriers déformés et sur le front populaire. Aujourd'hui je suis en accord avec la LTF sur toutes ces questions, ainsi que sur l'Afghanistan, le Nicaragua, etc.

Si je suis véritablement marxiste, j'assume la conséquence logique de cet accord principal: je décide d'adhérer à la LTF.

L'écrasement de la bourgeoisie à l'Ouest, de la bureaucratie à l'Est, nécessite la construction d'une organisation prolétarienne indépendante et opposée tant aux religieux (Iran, Pologne) qu'aux bureaucrates staliniens et qu'aux réformistes et centristes de tout poil. Non à la violence entre partis ouvriers!

Alexis H.

té. Le feu vert a été donné par les descentes de la flicaille, qui s'érige en juge, juré et bourreau pour descendre froidement les immigrés pour n'importe quelle offense imaginée, le tout avec la pleine approbation du gouvernement Mitterrand. Pendant que Defferre appuie les "contrôles" des tueurs racistes en uniforme, la "justice" raciste donne carte blanche à leurs supplétifs civils -- ainsi les assaillants de Bourgneuf ont-ils été inculpés de "détérioration de biens immobiliers".

Et Georgina Dufoix, soi-disant "défenseur des immigrés" au sein du gouvernement, vient justifier ces atrocités racistes en avertissant "les musulmans que le bruit n'est pas acceptable pour leurs voisins français" (*Libération*, 11 juillet). On voit encore mieux qu'il y a deux poids deux mesures si l'on essaie d'imaginer la furie raciste qui aurait été déclenchée si un Maghrébin avait tiré sur un Français le 14 juillet!

Même son de cloche répugnant chez les soi-disant "révolutionnaires" de Lutte ouvrière. La direction de LO avait osé déjà justifier l'acte raciste de Vitry; elle s'enfonce aujourd'hui encore plus misérablement

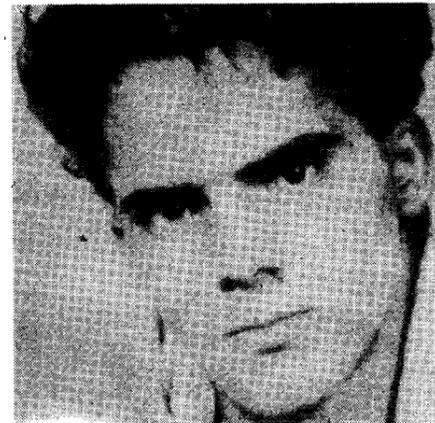
dans son adaptation aux préjugés racistes des ouvriers les plus arriérés: "Oui, nous ne savons pas, collectivement, imposer à tous le respect des autres car polluer l'environnement, le sien comme celui des autres, par le bruit ou en pissant n'importe où, c'est aussi une forme d'intolérance, c'est moi d'abord et les autres après". Oui les travailleurs, les pauvres, nous faisons en partie notre malheur, nous-mêmes parce que nous ne savons pas vivre collectivement" (*Lutte ouvrière* n°789, 16 juillet). Ce scandaleux et écoeurant sermon moraliste, confondant victime et bourreau, ne fait que couvrir le racisme "petit blanc".

Le gouvernement dit "de gauche" fait sienne la campagne raciste. Il mène une concurrence obscène avec Chirac dans la chasse aux immigrés clandestins et "expulse deux fois plus vite que la droite", comme *Libération* l'a titré. Et comment maintenir l'"armée industrielle de réserve" du capital dans l'état de parias mal payés, mal logés, taillables et corvéables à merci, constamment menacés d'expulsion et de mort, sinon avec un appareil de répression -- les juges, les flics et d'autres bandes armées du capital. Les gérants réformistes du capitalisme français continuent là l'oeuvre raciste de leurs prédécesseurs. Ils tentent de museler la radio antillaise Radio-Voka, gardent l'essentiel de la loi réactionnaire "sécurité et liberté" et même, comme à Marseille, interdisent et dispersent les manifestations contre les crimes racistes.

Leur appui à la répression policière ne fait qu'encourager les flics à se libérer des dernières entraves de la légalité bourgeoise. Ainsi, eurent-ils recours à Vénissieux à l'assassinat politique pour décapiter "SOS avenir Minguettes" -- tentative des jeunes Maghrébins de s'organiser politiquement (même si c'est sur des bases libérales). N'ayant pas réussi à abattre Toumi Djaidja, les flics montèrent une nouvelle machination en rappelant soudain un incident vieux d'un an pour l'inculper de "tentative d'homicide volontaire".

La justice la plus élémentaire exige la levée de l'inculpation de Toumi Djaidja et l'emprisonnement des flics coupables de meurtres

racistes. Flics hors des quartiers immigrés! Dissolution des brigades d'intervention, brigades de nuit et du métro, corps d'exception spécialisés dans la terreur anti-immigrée et anti-ouvrière! Flics hors des syndicats! Ces assassins de l'Etat bourgeois n'ont rien à voir avec le mouvement ouvrier. Halte aux expulsions! Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leurs familles! Pour des mobilisations ouvrières de masse contre la terreur raciste -- balayez la vermine raciste des rues! Pour des groupes d'autodéfense ouvriers/immigrés, basés sur les syndicats et organisés en jonction



AFP  
A gauche, Toumi Djaidja, président de "SOS avenir Minguettes" -- les flics veulent le descendre. A droite, manifestation à Livry-Gargan pour Moussa Mezzagh, tué pour un blouson.

avec les communautés d'immigrés!

## DANS LES QUARTIERS...

Mais jusqu'à présent, les seules ripostes aux assassinats racistes furent des manifestations éparpillées dans les différentes banlieues où habitent les victimes. C'est naturellement là que s'exprime d'abord la juste colère de leurs amis, voisins et parents. Mais l'intervention du PCF et ses alliés (Amicale des Algériens, MRAP) a pour but d'empêcher toute généralisation politique de cette colère et de maintenir ces protestations dans un carcan libéral, pacifiste et pro-gouvernemental.

La nature même de ces manifestations, cloisonnées dans les différentes banlieues, a permis au PCF de mieux

s'adapter au terrain pour jouer ce rôle de pompier social. A Livry-Gargan, après le meurtre de Moussa Mezzagh, comme à Meudon-la-Forêt pour Kamal Lettad, des défilés silencieux furent imposés, tout mot d'ordre politique, tout cortège d'organisation, toute banderole, toute vente, etc. interdits. A Livry-Gargan, le PCF canalisa la colère des jeunes du quartier en les récupérant pour le service d'ordre.

De même à Meudon-la-Forêt. La présence de membres de la CGT de Billancourt (où le père de Kamal travaille) ne témoignait pas d'une volonté de mobiliser la classe ouvrière



(et surtout ses couches immigrées) dans la lutte antiraciste, mais seulement pour assurer la mainmise réformiste.

Là où le PCF ne peut pas manipuler, il casse. A La Courneuve, après le meurtre de Toufik, la tension était telle que tout fut mis en oeuvre pour monter les habitants de la cité contre les "provocateurs", voire les "fascistes" -- en fin de compte quiconque voulait manifester.

Le PCF n'a que peu de prise sur les jeunes Maghrébins. Son meilleur atout c'est leur manque d'organisation et de conscience politique. Mais ces cortèges funèbres passent mal. Le 31 juin à Meudon-la-Forêt, le MRAP fut pris à partie par les jeunes: "Une manifestation dans la dignité" suite page 11

## LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Jean Thimbault (rédauteur en chef), Josiane Alder (réalisation), William Cazenave, Marc Delvaux, Suzanne Girard.  
DIFFUSION: Jean-Luc Guillemin.  
DIRECTEUR DE PUBLICATION: Jean Lécuyer.

Pour toute correspondance:  
- Paris: Le Bolchéviek, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10 (Téléphone: 208.01.49)  
- Rouen: M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cédex (Téléphone: 35-71.20.86)

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.  
Commission paritaire: n° 59267

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

**Meeting de la LTF: Les trotskystes débattent avec les anciens partisans de la «révolution islamique»**

# La gauche iranienne dans le chaos

Paris -- La sauvage terreur réactionnaire de Khomeiny en Iran a forcé la gauche et les mouvements "radicaux" à débattre de la "révolution islamique" qu'ils ont saluée sans aucune critique avant d'en devenir les victimes. La tendance spartaciste internationale (TSI) a été la seule à mettre en garde à l'époque que l'accession au pouvoir de Khomeiny conduirait à un régime non moins sanglant et non moins réactionnaire que celui du shah. Nous disions: "A bas le shah! A bas les mollahs! Pour une révolution ouvrière en Iran!" A cette époque, la soi-disant gauche iranienne, à l'étranger, dénonçait notre mot d'ordre comme fabriqué par la CIA et la SAVAK et essayait de casser nos meetings sur l'Iran, en scandant "Longue vie à Khomeiny!" Aujourd'hui, ce sont les mêmes qui crient "Mort à Khomeiny!" et "Khomeiny est un autre shah!" Aujourd'hui, même les militants du parti Toudeh stalinien pro-Moscou, profondément opportuniste, dont la servilité vis-à-vis du gouvernement des mollahs leur a valu, dans le reste de la gauche, le nom d'"assistants ayatollahs", ont été emprisonnés et torturés en masse par la police secrète de Khomeiny (recrutée largement parmi les agents de l'ex-SAVAK). Mais chaque tendance de la gauche iranienne soit continue à défendre son soutien du début à Khomeiny comme "un pas en avant", soit le nie en proclamant que ce n'était qu'un soutien au mouvement populaire.

Dans ce contexte, un meeting de la Ligue trotskyste de France (LTF) s'est tenu à Paris le 7 mai, avec pour thème "Pour un parti trotskyste en Iran!"; ce fut un événement important et bien à propos. L'assistance était composée d'une douzaine de militants iraniens de gauche dont ceux du groupe populiste et guérilliste Ashraf, un ancien militant du groupe stalinien maoïste Peykar, aujourd'hui dissous, et plusieurs femmes de la Tendance socialiste révolutionnaire (TSR), une récente scission de gauche de la minorité des fedayin. Bien que Paris soit un centre d'exil pour beaucoup de groupes iraniens, ce fut la première fois qu'un nombre significatif de ces militants assistèrent à un meeting de la LTF. A eux tous, ils exprimaient toute la série des positions politiques maintenant courantes dans la gauche iranienne; et pendant les deux heures de débat qui suivirent le rapport introductif, on vit apparaître les motivations politiques sous-tendant leur programme, en particulier sur la question russe. Non moins importante était la présence d'un bon nombre de militants kurdes non-iraniens. La nation kurde est non seulement balkanisée, mais opprimée par l'Iran, la Turquie, la Syrie et l'Irak (où les Kurdes constituent une partie importante du prolétariat de ce pays, et dont la plupart des réserves de pétrole sont situées dans le Kurdistan); elle s'étend aussi jusqu'à l'URSS. La TSI est la seule organisation ouvrière qui défend le droit des Kurdes à avoir leur propre Etat-nation, parce que cela signifie l'éclatement de quatre Etats capitalistes. Cependant, puisque la nation kurde s'étend jusqu'à l'intérieur de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, l'autodétermination doit signifier une république soviétique des Kurdes, dans le cadre d'une révolu-

tion socialiste à l'échelle de la région.

L'oratrice, Myriam, une camarade iranienne de la LTF, expliqua que l'absence d'un parti révolutionnaire marxiste a été la première cause qui a permis à Khomeiny de se placer à la tête des masses insurgées et de canaliser l'opposition généralisée au shah vers la réaction cléricale: "Khomeiny a pris le pouvoir sans aucune résistance de la part de la gauche et de la classe ouvrière. En plus, jamais, mais jamais dans le mouvement ouvrier on n'a vu la gauche soutenir, quelqu'un d'aussi réactionnaire. Et ça, c'est démoralisant, c'est vrai,



Avril 80, les khomeinystes attaquent les étudiants de gauche. Les militants de gauche iraniens qui ont acclamé Khomeiny ont le sang de leurs camarades sur les mains.

et c'est au moins démoralisant sinon c'est pire. Surtout pour les gens qui l'ont soutenu, qui ont une responsabilité directe dans sa prise du pouvoir, qui ont le sang de leurs camarades sur leurs mains. (...) Il faut tirer les leçons de cette défaite historique, sinon des générations de militants de gauche iraniens seront démoralisés ou bien ils vont finir dans les 'cercles d'études du marxisme!'" Et, en fait, nous assistons à une tendance vers l'académisme de "cercles d'études" parmi les exilés iraniens de gauche en Occident, la plupart d'entre eux dans ou autour du milieu universitaire.

La camarade Myriam fit ressortir qu'il n'y avait rien d'inévitable dans la victoire de la réaction islamique. Les suivistes de gauche de Khomeiny étaient une excroissance directe du dogme menchévique/stalinien de la "révolution par étapes" auquel tous les secteurs de la gauche iranienne et du mouvement radical sont attachés. Ce dogme pose comme principe une "première étape" dans laquelle la bourgeoisie nationale est mise au pouvoir pour accomplir la "révolution démocratique nationale", alors que la révolution socialiste prolétarienne est repoussée, en fait, indéfiniment. Mais à l'époque de l'impérialisme, les bourgeoisies nationales sont dépendantes de la domination impérialiste et de la perpétuation de l'arriération dérivée du féodalisme (c'est-à-dire l'obscurantisme religieux imposé par l'Etat, l'esclavage des femmes). Généralisant l'expérience de la seule révolution socialiste victorieuse, la révolution d'Octobre,

Trotsky opposa au dogme de la "révolution par étapes" la théorie de la révolution permanente; les tâches de la démocratie révolutionnaire, de la révolution agraire et de l'émancipation nationale ne pourront être achevées que sous la dictature du prolétariat, ce dernier dirigeant les masses opprimées.

Sous la bannière de la "révolution par étapes", le Toudeh étrangla les soulèvements insurrectionnels prolétariens dans la période tumultueuse de 1946 à 1953, pavant ainsi la voie pour le coup d'Etat soutenu par la CIA qui stabilisa le pouvoir du

Même après que Khomeiny eut pris le pouvoir, continua l'oratrice, et alors que sa théocratie chi'ite n'était pas encore consolidée, il était possible de rallier la classe ouvrière contre les mollahs. Une telle opportunité fut offerte par la manifestation des femmes qui refusaient de porter le voile: "Et au début les fedayin ont soutenu cette manifestation, mais après quelques jours ils ont laissé tomber. Pourquoi? Parce qu'il ne fallait pas casser l'unité avec Khomeiny. (...) Il y avait une autre possibilité encore, c'étaient les tribunaux révolutionnaires, là où on jugeait les agents de la SAVAK. Vous savez très bien, camarades, que Khomeiny après quelques temps a laissé tomber ça. Pourquoi? Parce qu'il voulait reconstruire la SAVAK! Et qu'est-ce que qu'aurait fait un parti révolutionnaire? C'était de construire ces tribunaux révolutionnaires pour juger et condamner ces agents de la SAVAK."

## POPULISME CONTRE LENINISME

Les militants de gauche iraniens qui assistèrent au meeting ont leurs racines dans les tendances radicales petites-bourgeoises qui émergerent dans les années 60, essentiellement du milieu étudiant. Bien que plus combattives que les réformistes du Toudeh, ces tendances largement constituées de jeunes nationalistes intellectuels petits-bourgeois embrassèrent une vision essentiellement populiste du monde. Comme nous l'avons écrit dans l'article "Iran and Permanent Revolution" (Spartacist n°33 édition anglaise, printemps 1982), les groupes de gauche iraniens comme les fedayin et Peykar sont "au mieux des tendances de libération démocratiques-bourgeoises aux 'couleurs communistes'", telles celles contre lesquelles Lénine a mis en garde.

Les diverses organisations des fedayin et Peykar, même quand elles sont violemment critiques de l'opportunisme du Toudeh, trouvent dans "la révolution par étapes" une idéologie bien pratique pour se faire les champions de la bourgeoisie nationale dont ils sont les fils et les filles. La notion d'une "révolution démocratique nationale" leur sert aussi de justification pour le chauvinisme grand-perse qui prévaut dans la gauche iranienne. Et là, la guerre Irak-Iran est un test crucial. Seul Peykar s'est approché d'un défaitisme révolutionnaire et des positions internationalistes vis-à-vis de sa propre classe dirigeante. Quoi qu'il en soit, son antisoviétisme l'unit à la classe dirigeante et aux mollahs en Afghanistan où Khomeiny envoie de l'aide matérielle pour le mouvement des insurgés contre-révolutionnaires soutenu par la CIA. La gauche iranienne refuse de soutenir, au nom de la "révolution démocratique nationale", le programme historique de la révolution démocratique nationale: le droit des nations à l'autodétermination, incluant la séparation; l'émancipa-

Suite page 8

**Vient de paraître**

شماره ۷۷

۱۱۱, ۱۱۲, ۱۱۳, ۱۱۴, ۱۱۵, ۱۱۶, ۱۱۷, ۱۱۸, ۱۱۹, ۱۲۰, ۱۲۱, ۱۲۲, ۱۲۳, ۱۲۴, ۱۲۵, ۱۲۶, ۱۲۷, ۱۲۸, ۱۲۹, ۱۳۰, ۱۳۱, ۱۳۲, ۱۳۳, ۱۳۴, ۱۳۵, ۱۳۶, ۱۳۷, ۱۳۸, ۱۳۹, ۱۴۰, ۱۴۱, ۱۴۲, ۱۴۳, ۱۴۴, ۱۴۵, ۱۴۶, ۱۴۷, ۱۴۸, ۱۴۹, ۱۵۰, ۱۵۱, ۱۵۲, ۱۵۳, ۱۵۴, ۱۵۵, ۱۵۶, ۱۵۷, ۱۵۸, ۱۵۹, ۱۶۰, ۱۶۱, ۱۶۲, ۱۶۳, ۱۶۴, ۱۶۵, ۱۶۶, ۱۶۷, ۱۶۸, ۱۶۹, ۱۷۰, ۱۷۱, ۱۷۲, ۱۷۳, ۱۷۴, ۱۷۵, ۱۷۶, ۱۷۷, ۱۷۸, ۱۷۹, ۱۸۰, ۱۸۱, ۱۸۲, ۱۸۳, ۱۸۴, ۱۸۵, ۱۸۶, ۱۸۷, ۱۸۸, ۱۸۹, ۱۹۰, ۱۹۱, ۱۹۲, ۱۹۳, ۱۹۴, ۱۹۵, ۱۹۶, ۱۹۷, ۱۹۸, ۱۹۹, ۲۰۰

From Mossadegh's National Front to Khomeini's Reaction

**Iran and Permanent Revolution**

از جنبه ملی مصدق تا ارتجاع خمینی

ایران و انقلاب پیگیر

Commande: Le Bolchevik B.P. 135-10 75463 Paris Cedex 10  
5 F - port inclus



gouvernement avait emprisonné les dirigeants du JVP et que "quand il [J.R.] a pris le pouvoir, il les a libérés" (Times [Londres], 1er août).

Le 4 août, le parlement, avec les parlementaires du principal parti d'opposition, le Tamil United Liberation Front (TULF -- Front de libération tamoule uni), toujours clandestin dans le Nord, et avec un boycottage déclaré du TULF, a voté une interdiction complète du séparatisme. Etre simplement partisan du Tamil Eelam -- la formation d'un Etat tamoul séparé -- met maintenant hors-la-loi, avec menace de perte des droits civiques, d'emprisonnement ou de peine de mort! Comme l'ancien shah d'Iran, J.R. a menacé d'écraser toute opposition dans le pays ou parmi les plus de 500 000 Tamouls qui vivent à l'étranger. Le premier ministre Premadasa dit: "Ceux qui demandent une division du pays ne pourront pas en parler même dans un pays étranger parce que nous les punirions dès leur retour au Sri-Lanka" (Philadelphia Inquirer, 3 août). Pour le droit au Tamil Eelam!

Le TULF, une formation nationaliste bourgeoise comme l'était le Kuomintang à ses débuts, s'est largement discrédité parmi la jeunesse tamoule militante avec ses tentatives de compromis avec le gouvernement J.R. Maintenant, avec l'interdiction du séparatisme qui est, avec le légalisme, son principe fondamental, le TULF est dans une impasse. Le misérable SLFP non seulement a soutenu l'interdiction du TULF, mais il a proposé un amendement déclarant comme un acte de trahison le fait de revendiquer le séparatisme! Le parti communiste, dont les membres sont pourchassés et emprisonnés, a totalement soutenu l'interdiction du TULF. Cependant, après avoir exprimé cette position, les parlementaires du PC quittèrent le parlement pour protester uniquement contre l'interdiction de leur propre parti!

#### AUCUNE CONFIANCE DANS INDIRA GANDHI!

Par désespoir, les dirigeants de la communauté tamoule du Sri-Lanka et de nombreux exilés tamouls en ont appelé à Indira Gandhi d'Inde pour intervenir en leur faveur. Gandhi bénéficie d'un soutien électoral de dizaines de millions de Tamouls du sud de l'Inde. Pendant six jours, l'Etat du Tamil Nadu fut presque paralysé par des grèves et des manifestations. Des manifestations quotidiennes, combattives, se sont tenues devant l'ambassade du Sri-Lanka à New-Delhi. Une grève de protestation de 14 heures, forte de 45 millions de personnes, paralysa le Tamil Nadu le 2 août. Des manifestants en colère défilèrent dans les rues de diverses villes avec des crânes humains en haut de perches, brûlant des effigies du président du Sri-Lanka, et criant "Mort à Jayewardene!" et des mots d'ordre exhortant Mme Gandhi à envoyer l'armée indienne au Sri-Lanka. Plusieurs centaines d'étudiants jurèrent dans un mémorandum au premier ministre de conduire 50 petits navires au travers de l'étroit détroit de Palk et de rejoindre les Tigres tamouls si elle refusait d'agir. 5 000 volontaires du Tamil Nadu prêtèrent serment de sang d'entreprendre un "pèlerinage de sacrifice pour Eelam" qui fera 150 km jusqu'à la côte, puis traversera les détroits dans de petits navires taillés dans des troncs d'arbre. J.R. augmenta ses forces de sécurité, incluant les patrouilles armées des plages à Rameshawaram pour empêcher cette armée déclarée d'activistes politiques d'atteindre sa destination.

En fait, Mme Gandhi déclara: "Nous sommes contre tout mouvement sécessionniste dans tout pays souverain" (Asian Monitor, 29 juillet). Gandhi a dit qu'elle "veut envoyer des troupes au Sri-Lanka pour renforcer l'armée de la république de l'île" (Daily Telegraph, 1er août). Cela ne devrait pas être une surprise pour ceux qui se rappellent que le gouvernement indien a envoyé des hélicoptères et des troupes pour aider à écraser l'insurrection populaire dirigée par le JVP en 1971. La semaine dernière, elle a envoyé un

éléphant -- le symbole de l'UNP haï -- comme cadeau du gouvernement indien pour le célèbre reliquaire bouddhiste du temple de la Dent à Kandy à bord d'un bateau qui devait transporter des réfugiés tamouls! Le sort des masses tamoules ne doit pas être laissé aux mains de Indira Gandhi, l'opresseur brutal de ses propres minorités nationales, ethniques et religieuses en Inde! Elle a orchestré le bain de sang communaliste de Assam, où des milliers et des milliers de personnes sont mortes et où 250 000 ont été laissées sans abri plus tôt dans l'année. Quand Gandhi entra en guerre contre le Pakistan en 1971, utilisant comme prétexte la juste lutte des Bengalî pour l'autodétermination, l'armée indienne imposa un étou de fer sur les Bengalî de l'Est, désarma et massacra la guérilla de Mukti Bahini qui s'était de lui-même mis à la merci de la bourgeoisie indienne. Les jeunes qui combattent pour la libération tamoule et les défenseurs de gauche du peuple tamoul -- cinghalais aussi bien que tamouls -- pourraient bien trouver le même sort.

Aujourd'hui, Ceylan consomme le fruit amer de dizaines d'années de trahisons et de défaites dans la lutte des classes. Il est nécessaire de repartir sur de nouvelles bases, à la lumière de toute l'expérience depuis que les Britanniques sont partis en 1948. Mais l'histoire ne se répète pas. La lutte communaliste sanglante prouve que même avec une révolution prolétarienne à Ceylan et généralisée à l'Asie du Sud, une république socialiste fédérée sera nécessaire pour achever l'unité des peuples tamoul et cinghalais sur la base de la justice et de l'égalité (et pour ne pas ignorer les craintes du peuple cinghalais à l'égard de l'immense majorité tamoule en Inde du Sud).

Les militants tamouls qui regardent vers les Nations-Unies doivent se rappeler le sort horrible de l'OLP et des masses palestiniennes aux mains des "gardiens de la paix" impérialistes! Désarmée, dispersée et humiliée, l'OLP a abandonné des milliers de civils à une fin sanglante aux mains de la terreur sioniste et phalangiste. Les troupes US et celles de leurs alliés de l'OTAN, non seulement n'ont rien fait pour arrêter l'invasion du Liban par Israël, mais elles ont préparé le massacre de Chatila et Sabra. Aucune confiance en Indira Gandhi! Non aux troupes des Nations-Unies!

D'une invasion indienne résulterait sûrement un renversement brutal des termes de l'oppression entre les communautés nationales du Sri-Lanka, comme l'a fait l'invasion de Chypre par la Turquie en 1974. Quand l'armée turque l'a envahie, les Chypriotes turcs, auparavant opprimés, ont retourné les rôles et commis des crimes atroces contre les Grecs. En tant que marxistes, nous n'avons pas pour tâche de venger un peuple (celui qui était opprimé) contre un autre (celui qui opprimait). Nous croyons que pour extirper l'oppression nationale et réaliser un véritable progrès social, une révolution socialiste est nécessaire. Comme Marx l'a écrit dans "Les résultats futurs de la domination britannique en Inde": "Quand une grande révolution sociale aura maîtrisé les résultats de l'époque bourgeoise -- le marché mondial et les moyens de production modernes -- et qu'elle les aura soumis au contrôle commun des peuples les plus avancés, alors seulement le progrès humain cessera de ressembler à cette hideuse idole païenne qui ne boirait du nectar que dans les crânes des cadavres."

L'économie sri-lankaise, déjà ravagée par les mesures d'austérité et de privation dictées par le FMI, l'inflation et le chômage, est maintenant irrémédiablement en ruines. Une pénurie critique de matières premières a, en une semaine, fait monter les prix de 400%! Cela a été exacerbé par la fuite, hors de la capitale, du délégué à l'alimentation et de son député, tous deux tamouls. Les Tamouls sont, ou étaient, les classes commerçantes/libérales de ce pays, un héritage de la politique de l'impérialisme britannique qui a intégré de nombreux Tamouls dans les mécanismes de l'administra-

tion coloniale britannique. Mais depuis l'indépendance en 1948, les Cinghalais les ont évincés massivement de l'administration et de l'accès à une éducation supérieure, et les Tamouls sont devenus une minorité sauvagement opprimée. L'agitation nationaliste "cinghalais seulement" du milieu des années 50, appuyée par la gauche front-populiste en tant qu'opposition au colonialisme britannique, a codifié le communalisme anti-Tamouls comme une politique d'Etat officielle.

Mais si le Nord ravagé par l'armée est, à une majorité écrasante, tamoul, et si ni le gouvernement ni la "gauche" ne versent une larme sur la brutale exploitation des Tamouls des plantations, appelés "Tamouls indiens", qui sont privés des droits civiques minimums dans leur Sri-Lanka natal, ailleurs et en particulier à Colombo même (où les Cinghalais n'étaient pas majoritaires), les Cinghalais et Tamouls et autres groupes ethniques sont historiquement des peuples économiquement interpénétrés. A Colombo, les marchands et commerçants tamouls dirigeaient 70% du commerce de détail et de gros, incluant le secteur crucial de la distribution de la nourriture. Le saccage de 17 importantes usines possédées par des Tamouls, produisant principalement du prêt-à-porter pour l'exportation, signifie la perte de plus de 150 000 emplois. Le caractère de masse du carnage a gravement nui aux perspectives d'attirer l'investissement étranger et le commerce du tourisme qui jusqu'alors augmentait rapidement. Et, qu'est-il supposé advenir au juste des plantations de thé, le principal point d'appui de l'économie d'exportation agricole du Sri-Lanka, qui pour la plupart apportent à l'île ses devises, après que les travailleurs tamouls indiens des plantations, dont les maisons ont été brûlées, ont été chassés, jetés dans des camps de réfugiés ou renvoyés par bateau en Inde? Les petits paysans propriétaires cinghalais ne vont pas travailler avec les épuisantes conditions de travail esclavagistes que les travailleurs tamouls des plantations, surexploités et apatrides, furent forcés de supporter.

La classe dirigeante cinghalaise a toujours cherché à manipuler les antagonismes communalistes sur l'île. Un récent numéro du Monde (4 août) décrit graphiquement la profonde haine ethnique qui a été chauffée à blanc par la bourgeoisie: "Cette fois, nous leur avons donné une bonne leçon et ils devraient se tenir tranquilles. Cela ne pouvait plus durer. En fait, le gouvernement aurait dû réagir immédiatement dès que le terrorisme tamoul s'est manifesté dans le Nord. Assez c'est assez. Les Tamouls sont déjà avantagés. (...) Nous ne pouvons nous laisser ainsi marcher sur la tête. Ils sont venus d'ailleurs. Ils peuvent vivre ailleurs. Nous, nous n'avons qu'un seul pays, notre pays. Toute démarche visant à l'indépendance est inacceptable. Laisseriez-vous ainsi dépecer votre propre pays? (...) Certes, notre réaction aura sans doute des effets négatifs immédiats sur l'économie, mais elle était justifiée."

La tendance spartaciste internationale a soutenu avec constance le droit de la minorité tamoule à former leur propre Etat si les Tamouls le choisissent ainsi. Dans la vague des pogroms anti-Tamouls du gouvernement, l'amertume et l'hostilité entre Tamouls et Cinghalais sont évidemment devenues insurmontables, au moins à court terme. J.R. met à exécution la décimation et la concentration des Tamouls survivants dans le Nord. Un plébiscite pour un Etat indépendant n'est qu'une mesure démocratique nécessaire.

Alors que les marxistes soutiennent inconditionnellement le droit des Tamouls à former un Etat séparé, nous sommes moins qu'enthousiastes quant à la perspective d'un Tamil Eelam indépendant dans le Nord peu fertile avec l'inévitable dépendance économique à l'égard de l'Inde qui s'ensuivra. Avec ou sans indépendance, le Nord est économiquement non viable. Avec peu d'industries et des terres pauvres et arides, la région est mal préparée pour absorber l'afflux d'un million ou

plus de réfugiés tamouls. Et que va-t-il arriver aux travailleurs des plantations, tamouls indiens qui restent, horriblement opprimés, dans les hautes terres après la séparation?

La formation d'un Etat indépendant dans le Nord, surgissant des cendres de l'holocauste de J.R., n'assurerait pas la survie et ne donnerait aucune justice nationale pour les masses tamoules opprimées. Ce qui est nécessaire, c'est une révolution socialiste dans l'île et son extension à travers toute l'Asie du Sud. Nous avons dans le passé déconseillé la séparation, comprenant qu'une politique révolutionnaire pour l'émancipation tamoule doit inclure le prolétariat agricole tamoul intégré à des secteurs clés de l'économie. Ces travailleurs sont non seulement centraux à notre perspective de lutte unie des travailleurs cinghalais et tamouls pour détruire le capitalisme et établir un gouvernement ouvrier et paysan au Sri-Lanka, mais ils représentent aussi la base pour forger un lien révolutionnaire vivant avec l'Inde du Sud en montrant aux 60 millions de Tamouls et aux douzaines d'autres nationalités opprimées d'Inde que notre Etat prolétarien internationaliste n'a rien à voir avec le "socialisme démocratique", finalement de génocide, de J.R./Mme Bandaranaike.

Ce qui est désespérément nécessaire est la construction d'un parti internationaliste trotskyste au Sri-Lanka, basé nécessairement de façon substantielle sur les masses exploitées tamoules. La lutte contre l'hideuse oppression nationale des Tamouls et le communalisme est centrale à la construction d'un tel parti. Colvin de Silva, un fondateur du mouvement trotskyste à Ceylan, a dit au moment de l'assassinat de Mahatma Gandhi: "Rappelons-nous: le communalisme est mauvais parce qu'il sert les intérêts des exploités et des oppresseurs en leur permettant de détourner les exploités de leur propre lutte et de leur propre objectif vers une fausse lutte et un faux objectif. Il détourne l'esprit des exploités de la nécessité de renverser le système d'exploitation. Il les plonge dans un conflit meurtrier qui les laisse prostrés devant leurs exploités et oppresseurs communs."

Les bolchéviks-léninistes d'Inde étaient un parti à la fois d'Inde et de Ceylan, que nous regardons comme la meilleure des formations subjectivement révolutionnaires venant de Ceylan. Parti internationaliste, ils se sont opposés à la Deuxième Guerre mondiale impérialiste que beaucoup ont passée en Inde ou en prison, et ils ont continué la lutte pour l'indépendance à l'égard de la Grande-Bretagne. Ils ont organisé des grèves parmi les travailleurs des plantations, à Jafna et à Trincomalee, gagnant le respect d'une partie considérable de l'intelligentsia et des travailleurs tamouls. Les continuateurs de cette tradition sont les trotskystes. Nous sommes les champions des droits des Tamouls et nous lions la lutte tamoule à la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme. Une justice de classe et nationale durable pour les Tamouls sera assurée par la révolution permanente -- le pouvoir des ouvriers et paysans -- et une fédération socialiste de l'Asie du Sud.

-- Traduit de Workers Vanguard n°336



**Ilangai Spartacist Nr. 3**  
en tamoul

**Lanka Spartacist Nr. 6**  
en cinghalais

10 Rs/5 Fr

Communist  
Le Bolchévik B.P. 135-10  
75463 Paris cédex 10

Pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne!

# Le soulèvement ouvrier en Allemagne de l'Est le 17 juin 1953

ADAPTE DE SPARTAKIST  
N° 47, JUIN

Le soulèvement du 17 juin [1953] fut la première rébellion contre la bureaucratie d'un Etat ouvrier déformé. Ce fut un soulèvement pour une Allemagne rouge soviétique, pour l'unité révolutionnaire du prolétariat allemand, et non une révolte anticommuniste comme voudraient nous le faire croire la bourgeoisie allemande revancharde et les défenseurs de la répression du soulèvement du 17 juin. Ce ne fut pas du tout un "soulèvement populaire" pro-capitaliste du "Jour X", mais une rébellion presque exclusivement des ouvriers allemands de Berlin-Est et de la grande industrie de la région de Halle-Bitterfeld. La révolte du 17 juin 1953 ne fut pas la Pologne de Solidarnosc: elle n'eut aucun aspect religieux ou antisoviétique/nationaliste et il n'y eut aucun appel au soutien de l'Allemagne de l'Ouest impérialiste et des USA. Au contraire, les ouvriers qui avaient une conscience de classe ne voulaient pas d'un retour au capitalisme, et ils revendiquaient entre autres, un "gouvernement des ouvriers de la métallurgie". Le soulèvement du 17 juin aurait pu amener la réunification révolutionnaire de l'Allemagne, mettant ainsi à l'ordre du jour la création des Etats-Unis socialistes d'Europe. Mais pour vaincre, le soulèvement des ouvriers avait besoin d'une direction trotskyste qui aurait armé le prolétariat est-allemand d'un programme clair de révolution politique pour renverser la bureaucratie stalinienne, et mobiliser le prolétariat ouest-allemand pour la défense des acquis de l'Etat ouvrier est-allemand et pour la révolution socialiste pour renverser la bourgeoisie [à l'Ouest].

Quand le soulèvement éclata les 16 et 17 juin, la bourgeoisie allemande eut certainement très peur de la puissance libérée du prolétariat est-allemand qui aurait pu mener aussi au renversement de sa domination de classe à l'Ouest. Il en fut de même pour ses agents sociaux-démocrates dans le mouvement ouvrier. Le SPD [les sociaux-démocrates allemands] suivit les ordres de ses patrons de la CIA et ne leva pas le petit doigt pour mobiliser les ouvriers ouest-allemands en soutien à leurs frères de classe à l'Est contre le régime capitaliste réactionnaire d'Adenauer. Tout ce que peuvent faire les falsificateurs bourgeois de l'histoire, c'est de tenter de rebaptiser le 17 juin "Jour de l'unité allemande", jour de fête de l'impérialisme allemand où il pourra proclamer à tue-tête ses prétentions sur les régions de l'Est perdues pendant la Seconde Guerre mondiale, "de la Meuse au Memel [ancienne Prusse orientale, qui fait aujourd'hui partie de l'Union soviétique]".

Mais le 17 juin 1953 appartient à la classe ouvrière, pas à la bourgeois-



17 juin 53, soulèvement ouvrier en Allemagne de l'Est pour une Allemagne des conseils ouvriers...

sie! C'est notre tâche de révolutionnaires léninistes de tirer les leçons de l'échec du soulèvement afin de préparer les ouvriers à l'Est et à l'Ouest à un nouveau 17 juin, cette fois victorieux.

## STALINE, FOSSEYEUR DE LA REVOLUTION

Au début de 1945, l'Armée rouge soviétique libéra l'Allemagne de l'Est du fascisme de Hitler. Mais l'Armée rouge était venue comme poing armé de la bureaucratie du Kremlin, qui se préoccupait exclusivement de protéger ses frontières avec des zones tampons contre une nouvelle "Opération Barbarossa" de l'impérialisme. La seule possibilité pour une défense effective de l'URSS aurait été l'extension de la révolution à toute l'Europe. C'est un crime des stalinien, avec leur conception du "socialisme dans un seul pays", que le capitalisme ait été reconstruit en Europe de l'Ouest et que la classe ouvrière allemande ait été divisée. Le mensonge de la "culpabilité collective du peuple allemand" était né, et il a caché que, outre la social-démocratie lâche, le KPD stalinien et le Comintern ont eux aussi livré les ouvriers sans bataille aux mains du fascisme de Hitler.

Dans les zones occupées par les Soviétiques, les ouvriers ne furent pas encouragés à prendre les usines dans leurs propres mains. Au lieu de cela, les usines est-allemandes servirent exclusivement de source d'approvisionnement pour les demandes de réparations de guerre. Tout comme dans les zones occupées de l'Ouest, tout début d'organisation spontanée de la classe ouvrière fut écrasé, car les stalinien aussi avaient peur de la révolution. Toutes les véritables

tentatives d'unification des ouvriers du SPD et du KDP furent bureaucratiquement arrêtées et on y substitua en 1946 une unification d'en haut, étroitement contrôlée dans le SED [Sozialistische Einheitspartei Deutschlands -- Parti socialiste de l'unité de l'Allemagne]. Plus tard, la politique allemande activement antisoviétique de l'impérialisme US obligera les stalinien à réaliser une révolution par le haut, et en 1948 l'Etat ouvrier est-allemand naîtra en même temps que les autres Etats ouvriers déformés du bloc soviétique, comme conséquence de la guerre froide.

Le SED, qui est à la tête d'un Etat ouvrier déformé, n'est pas un parti ouvrier bourgeois: c'est une caste bureaucratique qui défend sa domination parasitaire contre les ouvriers. Mais le véritable pouvoir n'était pas dans les mains des bureaucrates de Pankow [banlieue de Berlin, siège du gouvernement est-allemand],

mais au Kremlin. Pour essayer de maintenir le statu quo, et dans une tentative de dernière minute pour empêcher l'Allemagne de l'Ouest d'adhérer à l'OTAN, Staline proposa en 1952 la réunification de l'Allemagne sur une base de "neutralité". Cela aurait signifié la contre-révolution en RDA [République démocratique allemande -- Deutsche Demokratische Republik], le retour des Junkers prussien, l'élite traditionnelle de l'impérialisme allemand, qui avaient été chassés par l'extension bureaucratique des conquêtes d'Octobre. Mais [le chancelier ouest-allemand et chrétien-démocrate] Adenauer mit l'intégration à l'Ouest comme précondition à la réunification et repoussa l'offre.

Là mort de Staline en mars 1953 jeta non seulement l'Union soviétique mais aussi les autres Etats du bloc soviétique dans une crise d'incertitude. La nouvelle direction du parti sous Béria et Malenkov tenta d'obtenir un répit et de tempérer la crise économique par des arrangements diplomatiques avec l'impérialisme (par exemple, avec Israël et à propos de la Turquie et de la Corée) et par des concessions économiques aux couches petites-bourgeoises des jeunes Etats ouvriers bureaucratiquement déformés.

## LE "SOCIALISME" DANS UN DEMI-PAYS

En 1953, la bureaucratie de la RDA fut confrontée à des problèmes insolubles (pour elle); elle était pour une grande part elle-même responsable de leur apparition. Le "généreux" plan Marshall d'aide américaine, qui créa pour l'Allemagne de l'Ouest des conditions de départ beaucoup plus favorables ainsi qu'un niveau de vie plus élevé, ajouté à des politiques stalinien erronées (telles que la collectivisation forcée) eurent pour résultat un exode de centaines de milliers d'ouvriers allemands de l'Est vers l'Ouest. L'accent mis arbitrairement sur l'industrie lourde planifiée ainsi qu'une crise financière



...mais la révolution politique a été écrasée par les chars russes.

rendirent le plan quinquennal irréaliste.

Le 14 mai 1953, le comité central du SED publia une résolution contre les activités destructrices d'"éléments bourgeois et de toute la clique d'agitateurs, de trotskystes, sionistes, franc-maçons, traîtres et individus moralement dégénérés", et demanda au conseil des ministres d'augmenter les normes de rendement ouvrier d'au moins 10%. La direction du parti soviétique suivit d'un oeil soucieux cette politique de désespoir en RDA. Semyonov, qui était depuis la fin mai à la tête de la haute commission soviétique à Berlin, fit son rapport à Moscou et reçut comme réponse que, premièrement, aucune aide ne viendrait d'URSS qui, étant donné les dévastations de la Deuxième Guerre mondiale, avait ses propres problèmes pour nourrir sa population. Et deuxièmement, un "cours nouveau" politique devait remplacer la ligne de "construction socialiste" forcée et de "lutte de classe accentuée" de Walter Ulbricht [le dirigeant d'Allemagne de l'Est]. Les stalinien libéraux Zaisser et Herrstadt, opposés à Ulbricht dans le comité central et qui étaient pour une politique plus conciliatrice envers l'impérialisme, furent à l'origine d'un communiqué publié par le bureau politique du CC du SED le 9 juin selon lequel, "rapidement (...) une série de mesures seront prises pour corriger les erreurs commises et améliorer les conditions de vie des ouvriers, des paysans, de l'intelligentsia, des artisans et autres couches moyennes".

Avec la méthode typique de politique en zigzags des stalinien, il fallait maintenant faire des réductions dans le plan d'industrialisation lourde et encourager des secteurs de biens de consommation. C'est aux paysans que furent faites les concessions les plus importantes: on les encouragea à retourner sur leurs terres et on leur promit des crédits en même temps que des réductions sur leurs quotas habituels de livraisons. On fit des concessions à l'Eglise, en augmentant par exemple les impôts d'Etat pour subventionner l'Eglise. L'écrivain est-allemand Stefan Heym, critique du régime, décrit bien l'état d'esprit des ouvriers dans son livre *Fünf Tage im Juni* (Cinq jours en juin): "Tout était seulement une erreur, me dit-on, et nous avons un cours nouveau; tout le monde aura un petit cadeau, les paysans leur basse-cour, les commerçants leurs cartes de ration, il y a quelque chose pour tout le monde -- sauf pour les ouvriers, pour eux il y a l'augmentation du rendement (...)" Les mesures économiques de la bureaucratie du SED contre les ouvriers devinrent intolérables: le 12 juin, *Neues Deutschland* publia un article en première page faisant l'éloge des ouvriers qui dépassaient les normes non seulement de 10% mais même de 20-40%.

#### 16 JUIN: LES OUVRIERS DU BATIMENT DE LA STALINALLEE CASSENT LA BARAQUE!

Les ouvriers du bâtiment de Friedrichshain décidèrent d'envoyer une délégation à Grotewohl, le premier ministre, et à Ulbricht, le secrétaire général du parti, pour négocier sur les réductions de salaires. 300 ouvriers du chantier de l'immeuble 40 de la Stalinallee [boulevard Staline -- la pièce maîtresse du projet moderne des bâtiments gouvernementaux] -- la totalité des travailleurs -- partirent aussi en grève en soutien à leurs camarades. Ils envoyèrent des délégués et rapidement il y eut 2000 personnes en marche: "A bas l'augmentation des normes de rendement!" Ils furent bientôt 10000: "Ulbricht démission!"

La bureaucratie du SED était paralysée. Heinz Brandt, aujourd'hui connu comme anticommuniste et admirateur de Solidarnosc et qui était alors un fonctionnaire stalinien, écrit: "Les fonctionnaires de l'Etat et du parti étaient dépassés par les événements et de plus en plus paralysés. Quelque chose de monstrueux, d'incompréhensible, se déroulait devant leurs yeux: les ouvriers se soulevaient contre l'Etat ouvrier



Spartakist

La TLD appelle à la réunification révolutionnaire de l'Allemagne, clé pour les Etats-Unis socialistes d'Europe

et paysan'." (*Ein Traum der nicht entführbar ist*). Ulbricht et Grotewohl se cachèrent dans l'immeuble du conseil des ministres. Seul Fritz Selbmann, le ministre de l'industrie, eut assez de courage pour se présenter. "Tu n'es pas ouvrier -- regarde-toi!" "Nous voulons Ulbricht et Grotewohl!" "C'est nous, pas vous, les vrais communistes!", tonna la foule. Confrontée à une mobilisation puissante, immense du prolétariat est-allemand, la bureaucratie du SED choisit d'abord une attitude d'attente.

La nouvelle de la manifestation des ouvriers du bâtiment de Berlin-Est se répandit comme une traînée de poudre. Quand un des ouvriers eut l'occasion de parler à la station radio du secteur américain RIAS -- station de propagande de l'Ouest contre la RDA --, il ne fit pas un discours de type anticommuniste mais appela à une grève dans tout Berlin! Les ouvriers qui avaient commencé avec une lutte économique contre l'élévation des normes de rendement, avancèrent très rapidement des revendications politiques. Ce n'est qu'une expression de plus du fait que la bureaucratie n'est pas une classe capitaliste. Les ouvriers ne peuvent obtenir aucune revendication économique sans arracher des mains de la bureaucratie stalinienne le contrôle de l'administration économique.

#### 17 JUIN: LE SOULEVEMENT

Le 17 juin au matin, les ouvriers de presque toutes les usines de Berlin-Est se rassemblèrent et des comités de grève furent élus. Pas seulement à Berlin-Est, mais dans tous les centres industriels d'Allemagne de l'Est, il y eut des assemblées ouvrières spontanées, des manifestations et la formation de comités d'usine. 28 000 ouvriers aux chantiers Leuna, 18 000 à Buna, 12 000 à Wolfen, 12 000 de Henningsdorf, et d'autres à Halle, Bitterfeld, Merseburg, Leipzig, Iéna, Gera et Görlitz. Les manifestations furent ponctuées de traditionnels chants révolutionnaires ouvriers. Une partie des couches basses et moyennes des cadres du parti vint se ranger aux côtés des insurgés. Cela démontre de façon éclatante le caractère de la bureaucratie stalinienne comme caste parasitaire, et non comme classe, basée sur les formes de propriété prolétarienne de l'Etat ouvrier. L'appareil bureaucratique du parti entra en agonie, fut sur le point de s'effondrer, et il commença à se diviser en pôle pro-bourgeois d'une part et pôle prolétarien d'autre part, comme cela se produisit à une plus grande échelle trois ans plus tard dans la révolution hongroise.

Beaucoup de comités de grève locaux furent élus, mais il devint pourtant clair au cours de ce soulèvement que c'était une rébellion spontanée et sans direction contre la bureaucratie stalinienne. Les tentatives d'étendre et de centraliser les comités de grève ne furent pas

planifiées ou coordonnées, et furent plutôt l'exception à la règle. Personne n'essaya d'occuper les centres vitaux de circulation et de communication, sauf à Dresde où les ouvriers s'emparèrent du bureau de poste principal.

Au total, il y eut des grèves dans 272 villes et centres d'Allemagne de l'Est; 350 000 ouvriers sur un total de 5,5 millions y participèrent. A Berlin il y eut 150 000 dans les rues; à Halle entre 60 000 et 80 000 personnes participèrent à la manifestation de masse sur la place du marché -- des ouvriers, leur famille, des ouvriers qualifiés, des employés de bureau. Mais le soulèvement fut avant tout une rébellion des ouvriers des centres industriels clés. Les événements à Berlin culminèrent dans un meeting de masse de 15000 ouvriers de la métallurgie de Henningsdorf et Berlin-Est dans le stade Walter Ulbricht. On y réclama la démission du régime: "Pankow a failli -- il faut des hommes nouveaux -- tout de suite!", et ils lancèrent un appel pour la formation d'un gouvernement des ouvriers de la métallurgie, basé sur les comités de grève et les conseils d'usine. Mais avant même qu'ils ne puissent entrer en action, le régime du SED -- après six heures de paralysie -- déclara l'état d'urgence.

La direction du SED déclara tout bonnement que le peuple avait perdu la confiance du gouvernement et dénonça le soulèvement comme une "provocation fasciste". Mais les quelques éléments lumpens anticommunistes, qui s'étaient infiltrés de Berlin-Ouest et s'étaient mêlés au soulèvement, n'avaient joué qu'un rôle marginal et auraient pu facilement être isolés. La bureaucratie stalinienne dut recourir à la calomnie la plus basse -- un soulèvement victorieux aurait balayé son régime parasitaire. Finalement, les tanks soviétiques arrivèrent et le soulèvement fut écrasé. Le SWP américain, alors révolutionnaire, déclara: "Le rôle contre-révolutionnaire des troupes du Kremlin fut d'opposer à la classe ouvrière non-armée un déploiement de force écrasant. Ce qui sauva le régime chancelant d'une défaite décisive. La révolution fut donc bloquée et les ouvriers qui étaient entrés dans l'arène politique furent contraints de se retirer."

Le rôle de l'Armée rouge fut contre-révolutionnaire, mais le soulèvement fut écrasé sans bain de sang. Ce fait montre qu'il aurait été possible pour les insurgés de gagner leurs frères de classe russes en uniforme pour lutter ensemble contre la bureaucratie stalinienne. L'unité révolutionnaire des ouvriers allemands et soviétiques est indispensable à la victoire de la révolution prolétarienne en RDA et à son extension à l'Est. Des centaines de milliers de soldats soviétiques sont tombés pour libérer l'Allemagne de l'Est de la terreur nazie. Lénine comptait sur la révolution allemande comme la meilleure aide pour l'Etat soviétique isolé. Une Allemagne soviétique serait un puissant rempart pour

la défense de l'Union soviétique et des Etats ouvriers d'Europe de l'Est.

Mais ce qu'il fallait, c'était une direction déterminée comme ce que fut le parti bolchévique en 1917. Ce qui manquait le 17 juin c'était précisément une direction comme celle-là, avec un programme pour transformer les comités de grève, organes du soulèvement ouvrier, en de véritables organes de pouvoir d'Etat, pour écraser l'appareil d'Etat stalinien et le remplacer par des conseils ouvriers. Pas la démocratie bourgeoise mais la démocratie des soviets, qui devraient inclure tous les partis, élus par les ouvriers, et qui se prononcent pour la défense de l'ordre socialiste. Dans son programme, un parti trotskyste aurait demandé: des syndicats indépendants du contrôle de la bureaucratie, basés sur la défense des formes de propriété socialiste, le droit de grève, le contrôle ouvrier de la production, des prix, de la répartition et du commerce extérieur. La collectivisation de l'agriculture. Une économie socialiste planifiée internationalement.

#### LA SOCIAL-DEMOCRATIE -- INSTRUMENT DE LA CONTRE-REVOLUTION

En ce qui concerne le prolétariat allemand, la défaite du 17 juin consolida sa division. Mais même si la bourgeoisie allemande fait tout ce qu'elle peut pour falsifier ce jour, et si elle essaie de le transformer en une révolte de revanche pro-capitaliste, ce fut bien un soulèvement ouvrier qui aurait pu ouvrir la voie à la réunification révolutionnaire d'une Allemagne soviétique. Ces dernières années, la social-démocratie a été plus discrète au sujet du 17 juin que le parti bourgeois CDU [Union démocrate-chrétienne]. Contrairement au CDU, elle a une influence et des relations en RDA et elle essaie de réaliser les visées de la bourgeoisie allemande par l'extorsion économique et en minant l'Etat ouvrier de l'intérieur. Helmut Schmidt a bien fait comprendre lors de sa dernière campagne électorale, "dans l'intérêt de l'Allemagne", qu'aux yeux de la social-démocratie il n'est pas seulement question de moyens pacifiques: "Le neutralisme? Nous, les Allemands, avons l'armée la plus moderne du monde!"

"Elections libres dans toute l'Allemagne" était un des mots d'ordre favoris du SPD dans les années 50 parce qu'il pouvait espérer trouver un soutien important en RDA étant donné la faillite de la politique stalinienne. Le 17 juin, les ouvriers de Magdeburg avaient eu comme mot d'ordre: "Nous ne négocierons pas avec Ulbricht et Adenauer, seulement avec Ollenhauer!" (le dirigeant du SPD d'alors). Cela montrait les illusions dans la social-démocratie qui faisait des protestations bidons contre l'intégration à l'Ouest. Ainsi une des revendications des ouvriers d'Allemagne de l'Est était: "Nous ne devons pas attendre que le gouvernement de Bonn prenne l'initiative de la réunification réelle de l'Allemagne. Le gouvernement de l'Est devrait commencer immédiatement par éliminer toutes les barrières séparant les deux Allemagnes. Le pays doit être unifié par des élections libres, générales, et à bulletins secrets, et la classe ouvrière doit remporter la victoire dans ces élections." (*Fourth International*, mars-avril 1953) [sic]. Mais ces illusions des ouvriers d'Allemagne de l'Est, qui pensaient pouvoir atteindre leurs objectifs révolutionnaires à travers le SPD, auraient pu être détruites par un parti trotskyste avec un programme d'extension de la lutte et de mobilisation du prolétariat d'Allemagne de l'Ouest.

En 1951, Willy Brandt dévoila clairement dans son article "Qu'arrivera-t-il le 'Jour X' les visées contre révolutionnaires de la social-démocratie. Il proposait la réunification par des "élections libres". Ces élections n'étaient pas "initialement" prévues pour être appliquées aux "régions d'Allemagne (?) à l'Est de l'Oder-Neisse" (la frontière entre

## Meeting Iran...

Suite de la page 3

tion des femmes; la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et la liberté pour les minorités religieuses. Pourquoi? Parce que chaque tâche de la véritable révolution démocratique nationale met en question l'ordre social sur lequel la bourgeoisie nationale repose.

### LA TSR ET LES LECONS DU BOLCHEVISME

La Tendance socialiste révolutionnaire (TSR) est un développement significatif. Au milieu de 1982, elle a scissionné de la minorité des fedayin sur le caractère de la révolution sociale en Iran, qui pour elle était prolétarienne, par opposition au dogme des "deux étapes". Néanmoins, au meeting de la LTF du 7 mai, les partisans de la TSR prétendirent que la période de 1978-79 en Iran n'était "pas si claire". Alors que c'était le moment crucial pour ceux qui luttent véritablement pour la révolution prolétarienne, et qui ne cherchent pas seulement à se couvrir! Les partisans de la TSR reprochèrent à la TSI de polémiquer contre la gauche iranienne en ignorant de cette façon le "peuple". Alors qu'ils reconnaissent du bout des lèvres le principe léniniste selon lequel la fondation de granit du parti révolutionnaire est le programme, en réalité ils envisagent la création spontanée de ce parti, "né au milieu de la lutte de la classe ouvrière". Dans *Que faire*, Lénine avait déjà noté le parallèle entre les économistes qui rendent un culte aux luttes économiques immédiates et spontanées de la classe ouvrière et les terroristes narodniks qui rendent un culte à la spontanéité du "peuple" et à la "propagande par l'acte".

Le thème sous-jacent des interventions des partisans de la TSR était la fuite devant toute réelle discussion sur la prosternation criminelle de la gauche devant Khomeiny; par ailleurs, ils opposaient les "tâches immédiates" et des gadgets tactiques aux questions de base du programme et de la stratégie et de la nécessité de lutter pour forger un groupe de propagande léniniste de cadres en exil. C'est seulement par la confrontation de la banqueroute de la "gauche" iranienne en 1978-79 -- et aujourd'hui -- que la tâche cruciale du regroupement des forces révolutionnaires, pour forger une avant-garde véritablement communiste, le noyau du futur parti trotskyste en Iran, peut être accomplie.

La perspective actuelle de la TSR de renverser le régime de Khomeiny, à travers simplement les luttes ouvrières et les comités d'usine, ignore le fait que la lutte pour les droits démocratiques et contre l'oppression qui traverse les classes est décisive pour la révolution prolétarienne dans un pays semi-colonial comme l'Iran, cette prison des peuples, où les femmes sont asservies sous le voile, où les "déviant" sexuels sont tués quotidiennement, où le clergé chi'ite réglemente chaque aspect de la vie quotidienne conformément aux lois pré-féodales, où la question de la terre est une question de vie ou de mort pour des millions de paysans et de travailleurs ruraux. Sa préoccupation, nouvelle, pour les luttes économiques de la classe ouvrière non seulement ne fournit aucune perspective pour la prise du pouvoir par le prolétariat, mais aussi laisse la porte ouverte à la capitulation devant diverses formations bourgeoises libérales ou nationalistes petites-bourgeoises sur le plan politique.

Que la TSR n'ait pas réellement rompu avec le populisme nationaliste est montré par son accord avec les guérillistes de Ashraf sur le rejet de la révolution d'Octobre comme modèle, au nom de "particularités nationales". Durant notre meeting, les partisans du groupe Ashraf argumentèrent que les révolutions chinoise, vietnamienne, angolaise et mozambicaine "avaient suivi leur voie propre". De toute façon, les deux premières se terminèrent par

des Etats ouvriers déformés, dans lesquels le capitalisme a été exproprié mais où le pouvoir politique a été monopolisé par une caste bureaucratique parasitaire et nationaliste. Les résultats tragiques du nationalisme stalinien peuvent être vus dans l'actuelle alliance Chine-USA, qui vise à détruire le Vietnam et finalement à renverser les acquis de l'Octobre russe. Les révolutions angolaise et mozambicaine "ont suivi leur voie propre", seulement pour remplacer l'impérialisme colonial par leur propre élite petite-bourgeoise nationaliste comme intermédiaire intérieur à la domination de l'impérialisme (y compris l'Afrique du Sud).

Les intervenants de la LTF dénoncèrent la capitulation devant l'Islam chi'ite contenue dans la référence à un exceptionnalisme iranien. De même, quand l'ex-militant de Peykar insista que nous devrions analyser la base sociale des différents ayatollahs au lieu de reconnaître la hiérarchie chi'ite comme une institution réactionnaire. Cette sorte de "marxisme créatif" ne fait que masquer la recherche de "mollahs de gauche" comme Taleghani qui, lorsque la pression s'est fait sentir, s'est toujours retrouvé du côté de Khomeiny contre les Kurdes et la gauche. Les militants de la LTF ont insisté que l'Iran sous le shah avec sa bourgeoisie faible, avec une autocratie complètement corrompue, discréditée et isolée, avec un prolétariat petit mais puissant, avec un mélange explosif de questions agraire et nationale, est ce qui ressemble le plus à la Russie tsariste. Ce qui manque c'est le parti bolchévique à la tête du prolétariat iranien, une absence qui, combinée avec l'opportunisme révoltant de la gauche, permit au clergé chi'ite réactionnaire de se placer à la tête des masses insurgées.

### DEFENDRE LES ACQUIS DE L'OCTOBRE RUSSE

L'oratrice de la LTF a souligné que le Toudeh, qui dit défendre l'Union soviétique, soutient Khomeiny qui arme les rebelles contre-révolutionnaires en Afghanistan qui tuent les soldats de l'Armée rouge. Les contradictions entre les tentatives de Peykar d'approcher le défaitisme révolutionnaire sur la guerre Irak-Iran, où il s'oppose à sa classe dirigeante, et sa chasse aux sorcières hystérique antisoviétique, qui l'unit avec ses propres classes dirigeantes et toutes les puissances impérialistes, ont contribué sans aucun doute à la désintégration de cette organisation.

Toute la gauche iranienne, presque sans exception, même ceux qui pensent que l'URSS est "socialiste" d'une façon ou d'une autre, considère l'Union soviétique comme une grande puissance menaçant les frontières nord de l'Iran. On pourrait penser que les militants de gauche, qui sont maintenant malheureusement bien au fait des chambres de torture de la "république islamique", soutiendraient l'intervention de l'Armée rouge contre les frères de Khomeiny en Afghanistan. Mais là, nous touchons le nationalisme perse, le cœur de l'antisoviétisme de la gauche iranienne. L'ex-membre de Peykar posa le problème à brûle-pourpoint lorsqu'il demanda quelle serait notre attitude dans le cas d'une intervention de l'Armée rouge en Iran!

Quand elle est menacée par l'impérialisme, comme en Afghanistan, la bureaucratie soviétique combat quelquefois la réaction. Dans ces cas, l'armée soviétique, même sous contrôle bureaucratique, défend les acquis de la révolution d'Octobre -- l'économie collectivisée et planifiée. Comme l'a souligné la camarade Myriam, les trotskystes condamnerent Staline (encore un héros pour beaucoup de ces nationalistes staliniens), non pas pour l'occupation du nord de l'Iran pendant la Seconde Guerre mondiale, mais pour le retrait d'Azerbaïdjan en 1946. L'aide militaire à des bouchers nationalistes bourgeois comme Mengistu en Ethiopie ou bien l'intervention contre la révolution politique prolétarienne en Hongrie en 1956 sont autre chose. Dans chaque confrontation militaire entre l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et les

forces capitalistes, nous défendons les acquis de la révolution d'Octobre, malgré le parasitisme de la bureaucratie et ses trahisons. Mais le nationalisme antisoviétique est le corollaire du populisme de la gauche iranienne.

La perspective spartaciste pour la révolution prolétarienne en Iran est une perspective internationale. C'est aussi une perspective d'optimisme révolutionnaire dans les capacités du prolétariat iranien. Ces deux qualités sont étrangères aux organisations actuelles de la gauche iranienne. Mais elles ne seront pas à ces militants qui rallieront le drapeau d'une Quatrième Internationale reforcée et qui construiront le parti qui dirigera l'Octobre iranien, donnant ainsi forme aux aspirations de "l'Internationale", chantée en quatre langues, qui clôtura le meeting.

Adapté de Workers Vanguard n° 332

## 17 juin 1953...

Suite de la page 7

L'Allemagne de l'Est et la Pologne, établie en 1945), bien qu'on ne puisse "d'aucune façon reconnaître la ligne Oder-Neisse qui a un caractère arbitraire". Mais les ouvriers est-allemands ne se prononcèrent pas le 17 juin pour l'annexion des "anciennes régions frontalières" de la bourgeoisie allemande.

Brandt poursuivit: "Il n'y a guère de doute que les travailleurs de la zone soviétique s'opposent avec autant de détermination à la reprivatisation de la grande industrie qu'ils soutiendront la restructuration complète des usines nationalisées. Mais on peut considérer comme certain qu'il y aura de nouveau une extension du secteur de l'économie privée."

Il réclama aussi la "reconstruction des organisations démocratiques et la liberté de la presse", ainsi que "l'aide internationale qui est sans doute vue par beaucoup comme étant indispensable" dans son plan pour une "contre-révolution pacifique". Il est bien certain que le SPD recevait de l'aide de la CIA et de l'impérialisme américain pour ses *Ostbüro* et ses machinations subversives dans l'opposition clandestine en Allemagne de l'Est. Mais revenir de façon non-violente au capitalisme -- le réformisme inversé --, c'est impossible. Si le 17 juin prouva une chose, c'est que la classe ouvrière ne laissera pas ses acquis lui être arrachés comme cela, et que le rêve, que faisait Brandt à l'époque, de retourner subrepticement au capitalisme n'aurait pas marché.

### UN TEST DECISIF POUR LES TROTSKYSTES

"Et où était la social-démocratie?" s'exclama, déçu, le leader soi-disant trotskyste du Secrétariat (si peu) "unifié" de la Quatrième Internationale (SU), dont la moitié, le SWP américain, a récemment déclaré publiquement son opposition au trotskysme. La Quatrième Internationale trotskyste a été détruite par des "leaders" comme Ernest Mandel et Michel Pablo, qui virent dans le stalinisme ou dans la social-démocratie (là où, comme en Allemagne de l'Ouest, la classe ouvrière est dominée par les sociaux-démocrates) un raccourci pour la révolution. La réaction du secrétariat de la Quatrième Internationale de Pablo à la journée du 17 juin fut de publier un manifeste qui appelait à une "réelle démocratisation des partis communistes", c'est-à-dire à une autoréforme de la bureaucratie.

Pendant ce temps, Mandel, qui alors écrivait sous le pseudonyme de Wilhem Sprenger dans la revue social-démocrate *Pro und contra*, cherchait à pousser les ouvriers d'Allemagne de l'Est directement dans les bras des leaders contre-révolutionnaires du SPD: pour lui les illusions dans Ollenhauer étaient une chose positive, une garantie que le soulèvement ouvrier "indiquait la voie en avant vers le socialisme démocratique, et non vers un retour à la 'liberté' capitaliste". Voilà quel est son programme: "C'est dans le royaume du possible et du réalisable

de transformer la réunification de l'Allemagne en un immense succès pour le mouvement ouvrier et le socialisme. Des élections libres générales et à bulletin secret dans toute l'Allemagne signifieraient, avec une politique correcte du SPD, une majorité absolue pour la social-démocratie allemande, le premier régime purement social-démocrate de l'histoire de l'Allemagne" (Was Tun, 29 juin 1978).

Ce que ce pseudo-trotskyste refuse de dire, c'est qu'il y a eu un autre "régime purement social-démocrate" en Allemagne, le régime [en 1918-1919] de Ebert, Scheideman et Noske, et que ce régime passa sur le corps de milliers de prolétaires pour rendre le pouvoir à la bourgeoisie. Les trotskystes se seraient battus pour la mobilisation des ouvriers de l'Ouest contre le gouvernement Adenauer, et auraient cherché à utiliser l'étincelle du soulèvement des ouvriers est-allemands pour mettre le feu à toute l'Allemagne avec une grève générale. Mandel était contre l'idée de déclencher la puissance du prolétariat ouest-allemand: "Naturellement, il n'était pas possible de proclamer une grève générale en Allemagne fédérale le 17 juin, les conditions objectives n'étant pas réunies" (Was Tun, 29 juin 1978). Naturellement, les sociaux-démocrates de guerre froide qui ont aidé à transformer, après la guerre, l'Allemagne de l'Ouest en rempart anticommuniste contre l'Union soviétique craignaient par-dessus tout la grève générale. Pour les trotskystes authentiques, l'extension du mouvement de grève à l'Allemagne de l'Ouest aurait permis au prolétariat ouest-allemand, en lutte pour ses intérêts de classe, de se débarrasser de sa direction bureaucratique.

Le 17 juin 1953, les travailleurs subirent une défaite. Mais leur lutte est un exemple pour les ouvriers allemands et ceux de toute l'Europe. Contrairement à Solidarnosc -- le "syndicat"-maison au service de l'OTAN et des banquiers d'Allemagne de l'Ouest --, les ouvriers est-allemands se battaient pour le socialisme. Seule la tendance spartaciste internationale se bat dans l'esprit des ouvriers du 17 juin pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne, partie intégrante des Etats-Unis socialistes d'Europe. Le SWP alors révolutionnaire déclarait, en 1953: "Pour réaliser les grandes possibilités révolutionnaires ouvertes par ces événements, l'organisation d'un parti révolutionnaire du prolétariat allemand devient impérative. Trotsky, parlant en 1934 des conditions pour une révolution politique victorieuse contre la bureaucratie stalinienne, disait: 'Nous devons poser avant tout comme un axiome absolu, que cette tâche ne peut être accomplie que par un parti révolutionnaire'. Aujourd'hui ceci est vrai plus que jamais" ("The East German Uprising", par la Rédaction de Fourth International mai-juin 1953) [sic]. Dans la tradition de Lénine, Trotsky, Luxemburg et Liebknecht, la section allemande de la TSI, la Trotskistische Liga Deutschlands (TLD), se bat pour la construction d'un parti communiste victorieux, section de la Quatrième Internationale reforcée, parti mondial de la révolution socialiste.

**ABONNEZ-VOUS**

**SPARTAKIST 4**

Nur Arbeiterrevolution verhindert  
NATO  
Holocaust!

30 F  
pour 8  
numéros

**SPARTACIST**

Solidarność:  
Konterrevolutionärer  
Drang zur Macht  
gestoppt!

Le Bolchévik - B.P. 135 - 10  
75463 Paris Cédex 10

# «Solidarité» de Mandel avec la social-démocratie de l'OTAN

Ernest Mandel fait concurrence à Ronald Reagan pour être le défenseur le plus bruyant de Solidarnosc dans le monde occidental. Ce sont "les meilleurs socialistes du monde", proclamait-il récemment devant un public australien (cf. ci-dessous "Mandel, le 'trotskyste' du pape"). Ce pseudo-trotskyste se présente, au nom de l'"antistalinisme", comme l'aile gauche de la campagne de guerre impérialiste antisoviétique. Pour faire coller cela avec le trotskysme qu'il professe, Mandel prétend que la tentative contre-révolutionnaire du très clérical-nationaliste Solidarnosc était une révolution politique prolétarienne contre le stalinisme.

Les mandéliens, en Europe particulièrement, se sont lancés à fond dans la campagne "Solidarité avec Solidarnosc" de la social-démocratie pro-OTAN, tout spécialement dans la France de Mitterrand. Mais, le Socialist Workers Party (SWP) de Jack Barnes, son rival et partenaire américain du Secrétariat unifié (SU), a été plus prudent quant à montrer ouvertement sa participation à cette "sainte alliance" pro-Solidarnosc, peut-être afin de ne pas causer un trop grand déplaisir à Fidel Castro. Dans une de ses polémiques contre les partisans de Barnes (qui soutiennent aussi Solidarnosc), Mandel essaie de les assimiler aux spartacistes qui ont ouvertement proclamé: "Halte à la contre-révolution de Solidarnosc!" Ainsi écrit-il: "La réponse donnée par des gens comme les 'spartacistes' qui capitulent devant le stalinisme est claire: on ne peut appliquer la tactique du front unique pour la défense des droits des ouvriers polonais quand leur agresseur est la bureaucratie d'un Etat ouvrier. (...) Ils expliquent que nous ne devons pas appliquer la tactique du front unique ouvrier à la défense des syndicats, des syndicalistes et du droit de grève en Pologne, car ces ouvriers sont, dans leur grande majorité, réactionnaires ('pro-impérialistes'). Leur syndicat est un syndicat 'jaune' et leurs grèves sont 'contre-révolutionnaires'. Les spartacistes ont beau ajouter: Tout ceci est le produit de 35 ans de 'folie stalinienne', cela ne change rien. Mais comme la 'folie stalinienne', (autrement dit le régime dictatorial bureaucratique avec tous ses sous-produits économiques, politiques et idéologiques) est loin d'être affaire du passé; une telle 'analyse' représente nécessairement le refus de toute révolution politique et toute défense des ouvriers en Pologne ou dans les autres 'démocraties populaires' et en URSS jusqu'à un avenir indéterminé (quand les crimes des stalinien auront cessé de produire des 'effets regrettables?')" ("Effective Solidarity with the Polish Workers and the Struggle Against Imperialism" [Solidarité effective avec les travailleurs polonais et la lutte contre l'impérialisme] (SWP) International Internal Discussion Bulletin, Vol. XVIII n°6, septembre 1982). Mandel s'essaie ici à polémiquer contre la tendance spartaciste internationale (TSI), mais il ne réussit qu'à faire une démonstration de confusionnisme, en partie délibérée, car son but principal est de faire croire que le SWP de Barnes est atteint de spartacisme. En premier lieu, comme le sait tout lecteur de notre presse en ce qui concerne la Pologne, la TSI n'a jamais prétendu que Solidarnosc était la seule et inévitable réaction populaire qui soit contre le stalinisme. (C'est Mandel qui a fait du clérical-nationaliste Solidarnosc un modèle pour le mouvement ouvrier dans le monde entier.) Depuis la grève générale qui partit de Gdansk en 1980, nous avons insisté sur les différences et la discontinuité radicales qu'il y avait entre la présente crise polonaise et les crises précédentes

du stalinisme en Pologne et ailleurs en Europe de l'Est.

Ainsi, en 1956, l'écrasante majorité de la classe ouvrière et de l'intelligentsia polonaises voulait et croyait sincèrement en la "démocratie socialiste la plus large" que promettait le stalinien libéral Wladyslaw Gomulka. Ce fut le cycle sans fin de promesses de réformes non tenues par toutes les ailes de la bureaucratie polonaise qui a poussé une bonne partie de la classe ouvrière à chercher son salut en se tournant vers l'Eglise catholique et le "monde libre" impérialiste. Egalement étonnantes et frappantes sont les différences entre Solidarnosc et la révolution hongroise de 1956. Les conseils ouvriers hongrois étaient pour la plupart dirigés par de vieux cadres du parti communiste qui étaient en train de rompre avec le stalinisme dans plusieurs directions. Les forces de la contre-révolution clérical-nationaliste regroupées autour du cardinal Mindszenty étaient relativement faibles et largement méprisées par le prolétariat urbain et les intellectuels.

Par contraste, Solidarnosc fut dirigé dès le début par des anti-communistes endurcis, élevés et entraînés dans les cercles "dissidents" sociaux-démocrates et cléricaux-nationalistes qui se sont développés en Pologne à la fin des années 70 sous la protection de l'Eglise catholique. Quand des journalistes occidentaux demandèrent à Anna Walentynowicz (dont le licenciement fut l'étincelle de la grève générale de Gdansk en août 1980) si elle était socialiste, elle répondit: "Je suis croyante." Le premier congrès national de Solidarnosc rejeta une proposition d'inclure la notion de socialisme comme partie intégrante de son programme. Le terme "socialiste" n'est pas mentionné une seule fois dans les 43 pages de son programme. C'est peut-être pour cela que Mandel

les appelle "les meilleurs socialistes du monde". Tout mouvement ouvrier en Europe se réclame du socialisme comme but ultime; c'est une concession nécessaire que font les bureaucraties social-démocrates et staliniennes à la conscience anticapitaliste de leur base. Mais Solidarnosc, était caractérisé par une conscience anti-socialiste, la prédominance idéologique du clérical-nationalisme et les fortes illusions dans le rôle "libérateur" de l'impérialisme occidental, en particulier américain.

Loin de reléguer la révolution politique en Pologne (sans parler d'ailleurs dans la sphère d'influence soviétique) à un avenir lointain, nous avons écrit que la suppression de la menace de coup d'Etat de Solidarnosc, presque sans effusion de sang, a créé l'occasion de détruire les illusions actuelles d'une partie de la classe ouvrière polonaise dans le Vatican de Wojtyla et le "monde libre" de Reagan. C'est pourquoi nous insistons sur le fait que c'est un moment critique pour créer en Pologne des cellules trotskystes clandestines dont la tâche serait la propagande et l'éducation.

Pour ce qui est du "front unique ouvrier" de Mandel avec l'OTAN, les trotskystes ne font pas de fronts uniques contre la bureaucratie stalinienne avec des sociaux-démocrates antisoviétiques dont le but est d'aviver l'hystérie de guerre froide. Ce fut clairement expliqué par le SWP, alors révolutionnaire, de James P. Cannon quand la révolution hongroise de 1956 fut écrasée par l'Armée rouge. A cette époque, la direction Reuther, sociale-démocrate, de l'United Auto Workers lança une campagne de "solidarité" réclamant, entre autre, que Washington mette en place "une force de police internationale des Nations-Unies pour intervenir face à une agression telle que celle de la Hongrie". Non seulement le SWP

refusa tout soutien à la campagne de Reuther, mais il la dénonça vivement: "(...) ce ne sont pas des principes de solidarité ouvrière internationale qui motivent la position de Reuther et Meany sur la Hongrie. Leur 'internationalisme' n'apparaît que lorsque le département d'Etat US l'approuve et c'est toujours en liaison avec la politique extérieure du Big business lancée par le gouvernement américain.

"En effet, Reuther a surpassé le secrétaire d'Etat Dulles et a proposé, le 13 novembre, que les Etats-Unis constituent une armée permanente sous l'égide de l'ONU pour intervenir en Hongrie. Le but d'une telle intervention serait inévitablement la restauration du capitalisme en Hongrie, quelque chose qui est diamétralement opposé à ce pourquoi les ouvriers se battent." (Militant, 24 décembre 1956).

Aujourd'hui, Mandel s'efforce de constituer un front unique avec la social-démocratie pro-OTAN pour soutenir la contre-révolution en Pologne. Mais au milieu des années 50, quand l'Europe de l'Est était réellement au bord de la révolution politique prolétarienne, Mandel et son patron politique de l'époque, Michel Pablo, étaient à la tête des avocats de l'autoréforme du stalinisme! Dans une résolution du secrétariat international de la Quatrième Internationale de Pablo/Mandel sur le soulèvement des ouvriers de l'Allemagne de l'Est du 17 juin 1953, ces liquidateurs appelaient à une "réelle démocratisation des partis communistes" -- c'est-à-dire de la bureaucratie stalinienne au pouvoir -- et assuraient aux ouvriers qu'"ils [les stalinien] sont obligés de persévérer dans la voie de concessions encore plus amples et plus réelles. (...) Ils ne pourront plus désormais s'arrêter à mi-chemin" ("Déclaration suite page 11

## Mandel, le «trotskyste» du pape

Sydney, Australie -- La "conférence pour le centenaire de Karl Marx" du Socialist Workers Party (SWP) australien [l'organisation soeur de la LCR de Krivine] s'est tenue le week-end de Pâques à Melbourne. La vedette n'était autre que Mandel, le gourou du secrétariat unifié (SU). L'événement était en fait beaucoup plus un événement fractionnel pour le SU (dont fait partie le SWP), produit final pourrissant du révisionnisme liquidationniste qui a détruit au début des années cinquante la Quatrième Internationale de Trotsky. Une fois encore, la guerre fractionnelle a éclaté dans le SU, cette fois-ci sous l'impact de la montée de la guerre froide antisoviétique. Le SWP américain de Jack Barnes et les partisans de Mandel, concentrés en Europe, se sautent mutuellement à la gorge, et on parle sérieusement de scission. Barnes a officiellement dénoncé le trotskysme et écrit que le SU était composé "de sectaires indécrottables et sans espoir", et ce, dans le but de mieux rechercher une "fusion" avec le gouvernement sandiniste, le petit mouvement New Jewel de Grenade, le PC de Cuba et celui du Salvador, sans que ces derniers en aient d'ailleurs conscience. Pour sa part, Mandel semble avoir gagné des partisans parmi les oppositionnels de "Barnestown" et aussi, semble-t-il, la direction du SWP australien de Jim Percy, qui partage les impulsions politiques du SU à

suivre le courant de la social-démocratie pro-impérialiste en se mettant à la traîne de l'organisation polonaise Solidarnosc.

Dès le début, le SWP australien a été clair: les trotskystes de la Spartacist League (SL) [section australienne de la tendance spartaciste internationale] seraient exclus de la conférence "Karl Marx". Nous avons pu néanmoins intervenir avec un tract qui dénonça le soutien scandaleux du SWP aux nationalistes "en mouvement vers la gauche" dans le Croatian Movement for Statehood [Mouvement croate pour un Etat] (HDP) pro-Oustachis; ce sinistre mouvement vénère l'Etat satellite des nazis de 1941-1945, l'"Etat indépendant de Croatie" du barbare fasciste Ante Pavéitch [en Yougoslavie]. Mandel, qui fut pendant la guerre un jeune trotskyste dans l'Europe occupée par les nazis, n'a pas soufflé mot et le SWP a enfoncé le clou de façon éhontée et provocante en mettant les membres du HDP dans le service d'ordre. Et ils défendirent les Oustachis avec le mensonge éhonté que la terreur oustachie était l'oeuvre d'"agents yougoslaves". Le SWP a même viré du groupe de travail animé par le HDP un juif polonais d'une soixantaine d'années, survivant de l'holocauste nazi et ancien membre du PC, Jacob Bilander. Le "crime" de Bilander a été de demander que le SWP se rétracte sur l'accusation de "racisme"

qu'il avait portée contre lui, parce qu'il dénonçait l'atroce génocide perpétré par l'Oustachi Pavéitch. Ce soir-là, le premier orateur de la salle, un sympathisant spartaciste, qui avait réussi à passer au travers du service d'ordre et des équipes de "chasseurs de sparts", défia Mandel en ces termes: "La patrie de la révolution d'Octobre est en danger. (...) De nombreux camarades du SWP suite page 11



Australasian Spartacist  
Mandel se vante de débattre avec nous où que ce soit, mais son service d'ordre australien exclut les spartacistes.

## Balayez...

Suite de la page 1

fondement enracinées dans la société française, qui ont été à la pointe des luttes dans l'automobile contre l'austérité et la répression gouvernementale et patronale, du fait de la prise moindre que le front populaire au pouvoir a sur eux et de l'assez bonne résistance (jusqu'alors) de ce secteur industriel, comparativement à d'autres, à la crise de l'économie capitaliste. Et si tous les commentateurs bourgeois digressant sur la crise de l'automobile française citent FIAT en exemple, c'est à double titre: à la fois pour la rationalisation capitaliste de son entreprise -- licenciements/modernisation de son appareil productif (automatisation, robotisation) -- et pour le rétablissement dans ses usines de la "paix sociale", en mettant dans la "charrette" des 24000 licenciements de 1980 les syndiqués les plus combattifs et en cassant ainsi les reins aux syndicats. PSA rêve de retrouver la situation d'avant les grèves de 1982 dans ses usines de Talbot et Citroën où la CSL faisait régner contre les travailleurs immigrés une terreur propice à de juteux profits. Le journal patronal *l'Expansion* (20 mai - 2 juin) ne donnait-il pas comme premier handicap de l'industrie automobile française "des immigrés agités"!



Le Bolchévik

Cortège de la LTF à la manifestation du 18 mai à Paris

Le gouvernement Mitterrand n'a pas hésité un seul instant à approuver PSA -- "Le redressement et la remise sur les rails [de PSA] passent par plusieurs milliers de suppressions d'emplois", dit Delors (*Le Monde*, 17-18 juillet) -- de même qu'il n'a pas hésité l'hiver dernier à utiliser le poison du racisme pour isoler les grévistes maghrébins et africains de Citroën et Renault et pour chercher à réprimer certains immigrés parmi les plus combattifs. Les réformistes au gouvernement ont même poursuivi cette répugnante campagne anti-immigrés lors des municipales en se faisant les champions de la lutte contre l'"insécurité" (mot de code pour anti-immigrés!), légitimant ainsi les immondices fascistes d'un Le Pen. Aujourd'hui, cette campagne aboutit naturellement à ce que des tueurs racistes résolvent à leur façon ce soi-disant problème du "seuil de tolérance" qu'agitent les dirigeants réformistes du PS et du PCF...

Si le gouvernement et le patronat réussissent à infliger une défaite aux OS immigrés de Talbot-Peugeot, ce serait la porte encore plus grande ouverte aux crimes racistes banalisés et aux attaques de plus grande envergure contre le pouvoir d'achat et l'emploi. D'abord dans l'automobile -- secteur clé de l'économie française -- c'est plusieurs milliers d'emplois qu'ils attendent de supprimer, non seulement encore à Peugeot et Talbot, mais dans leur société soeur de Citroën. A Renault, il est déjà prévu une semaine de "chômage technique" à Flins, et à Cléon des centaines de travailleurs sous contrat furent virés avant les vacances.

Les ouvriers français ne seront pas épargnés par ce gouvernement qui n'est pas le leur, et cela commence à être clairement compris, comme en témoigne la participation des ouvriers professionnels dans la grève de juillet à Poissy. Si les capitalistes arrivent à "dégraissier" les usines parmi "leur" habituelle "armée de réserve industrielle", s'ils réussissent à attiser les divisions raciales pour faire des travailleurs immigrés les "boucs émissaires" pour la première vague de licenciements, c'est chacun qui aura la tête sur le billot. Et déjà, même dans d'autres secteurs industriels, les patrons -- nationalisés ou non -- se permettent d'envisager dans la foulée plusieurs milliers de licenciements, à la SNIAS, à PUK, Tréfinmétaux, Ducliel, UTA, etc.

**Toute l'automobile en grève! Pas un seul licenciement! Contre toute discrimination dans les salaires et les classifications -- programmes spéciaux sous contrôle syndical pour une meilleure qualification des femmes et des immigrés!** Pour unifier tous les secteurs de la classe ouvrière et pour prendre la direction dans la lutte contre l'austérité de Mitterrand, il faut que la grève revendique une **augmentation de salaire pour toutes les classifications, l'échelle mobile des salaires et des heures de travail** où le travail existant serait partagé entre toutes les mains ouvrières sans perte de salaire!

Le problème n'est pas en effet que "les ouvriers ne veulent pas lutter", comme le rabâchent les économistes timorés de Lutte ouvrière justifiant la politique traître des bureaucrates. Le problème est de briser la résistance des appareils réformistes. **Election de comités de grève**, avec des délégués révocables à tout moment! Il est particulièrement crucial dans les usines où les patrons veulent diminuer la production que ces comités de grève organisent **l'occupation des usines**, à la fois coup porté à la sacro-sainte propriété privée et mainmise sur les stocks; ils organiseront aussi les **piquets de grève** pour arrêter totalement la production, défendant la grève contre la CSL, les flics et autres terroristes de la bourgeoisie qui ne va pas manquer de recourir aux méthodes répressives contre les ouvriers en lutte. Ils devront constituer la base pour des piquets volants afin d'étendre la grève à d'autres usines comme au printemps dernier à Citroën. Surtout dans l'entreprise nationalisée Renault, dont le patron est le gouvernement lui-même, la lutte contre les licenciements massifs et les conditions de travail épouvantables doit indiquer la voie du **contrôle ouvrier sur la production**, production où les ministres, gestionnaires "socialistes" et "communistes" de Renault, n'ont rien "changé".

Il faut en finir avec la terreur anti-immigrée et antisyndicale de la CSL dans les usines de l'automobile. Déjà, après Mai 68, la politique couarde des réformistes avait laissé se développer la CFT (les précurseurs de la CSL); aujourd'hui encore, elle permet à la CSL de réimposer son contrôle terroriste sur les ouvriers immigrés: ainsi vient-elle de remporter les élections de délégués du personnel aux usines Citroën de Velizy et de Saint-Ouen aux dépens de la CGT. Alors, pour mettre un terme définitif à la terreur quotidienne dans les usines, il faut **chasser, expulser, mettre hors des usines ces éléments extérieurs au mouvement ouvrier que sont les gangsters de la CSL!**

Il faut aussi que se construise dans la mobilisation, notamment à partir de structures de lutte que se donnent les ouvriers comme les comités de grève, une organisation forte qui assure la protection quotidienne des travailleurs, -- un syndicat qui exclut tout contremaître ou autre agent du patron et qui, transcendant les actuelles divisions syndicales bureaucratiques, regroupe l'ensemble des ouvriers de l'industrie automobile, et dans lequel toutes les tendances ouvrières à l'intérieur du syndicat auront le droit de s'exprimer et de se présenter à la direction du syndicat sur leur propre plate-forme.

Une grève générale de l'automobile pour l'emploi devra inscrire sur son drapeau de lutte les revendications pour battre en brèche la campagne chauvine et raciste. **Non aux expulsions! Tout travailleur étranger qui a réussi à entrer en France a le droit d'y rester. Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés! A travail égal salaire égal! A bas toute discrimination dans l'emploi comme dans les logements ou les services sociaux! Dissolution des brigades d'intervention, brigades de nuit ou autres brigades du métro, corps d'exception spécialisés dans la terreur anti-immigrée et anti-ouvrière! Sous prétexte d'empêcher les crimes dans les banlieues, Defferre prépare un renforcement du "contrôle des armes". C'est un droit démocratique de pouvoir acheter une arme. Defferre veut que le monopole des armes reste dans les mains des milices privées et des fascistes, qui continueront n'importe comment à être armés par la bourgeoisie, et des flics, ces tueurs "assermentés" dont le boulot est de réprimer les ouvriers et les opprimés en défense des capitalistes.**

Une grève générale de l'automobile pourra constituer la base de mobilisation pour organiser, à partir des piquets de grève (véritable base pour des milices ouvrières), la riposte contre les attaques racistes des flics et des fascistes. **Flics hors des quartiers immigrés! Groupes de défense ouvriers/immigrés**, basés sur les syndicats, et intégrant des habitants immigrés des quartiers pour protéger les foyers et les quartiers immigrés et écraser la vermine fasciste!

### BRISEZ L'ETAU DES BUREAUCRATES!

Mais les directions actuelles du mouvement ouvrier sont un frein à une telle mobilisation. Comment les dirigeants du PCF et de la CGT pourraient en effet lutter contre la terreur raciste et les licenciements, quand ils acceptent, avec leur revendication de fermeture des frontières, le mensonge bourgeois que les immigrés sont les responsables de la crise. Quand, avec leur campagne chauvine "Produisons français", ils mobilisent les travailleurs français non contre leur propre bourgeoisie, mais contre leurs frères de classe étrangers? A Talbot, ils vitupèrent contre les filiales étrangères du groupe qui seraient favorisées au détriment de Poissy. C'est une scandaleuse politique anti-ouvrière qui ne peut aboutir qu'à faire mettre au chômage les ouvriers anglais et espagnols de Talbot! D'ailleurs, le plan de rationalisation de Talbot a commencé par le licenciement de 5000 ouvriers en Grande-Bretagne et de 4000 en Espagne. Les directions syndicales n'ont évidemment pas levé le petit doigt pour mobiliser en France. Et aujourd'hui, les patrons de PSA peuvent se croire assez forts pour poursuivre ici leur attaque.

Les bureaucrates syndicaux axent leur "riposte" à Talbot sur la "défense de la marque" contre Peugeot -- application locale de "Produisons français". Non seulement cet imbécile "chauvinisme de boutique" ne fait qu'opposer les travailleurs de Talbot à ceux de Peugeot au moment précis où est particulièrement nécessaire l'unité de combat de tous les ouvriers de l'automobile. Mais défendre la "santé" et la rentabilité de Talbot

(comme plus généralement de l'économie française capitaliste) c'est inévitablement accepter par avance la diminution des salaires, l'aggravation des conditions de travail et les licenciements. C'est ce que font explicitement les bureaucrates de la CFDT: "Il est trop tôt pour dire s'il faut licencier, il faut d'abord entreprendre de véritables négociations" (*le Matin*, 5 août). De même, le "Produisons français" du PCF c'est accepter de sacrifier sur l'autel de la "gestion loyale" du capitalisme français les intérêts du prolétariat, et tout particulièrement de ses couches les plus opprimées, les immigrés.

Et concrètement c'est la démobilité que les bureaucrates réformistes organisent. A l'annonce des licenciements, la direction a commencé par se dire "surprise"; en fait, elle les connaissait depuis longtemps, puisqu'au printemps dernier la fédération CGT de la métallurgie annonçait déjà "le processus de disparition de la marque Talbot". Aucune riposte n'a été préparée. Le 18 juillet, elle finit par appeler à... 2 heures de débrayage, et trois jours plus tard à 24 heures. Et toujours seulement à Poissy-Talbot.

En obtenant du gouvernement que les licenciements soient déclarés "structurels" (et non "conjuncturels"), les bureaucrates syndicaux repoussent à quasiment l'année prochaine la décision finale, obtenant ainsi une marge de manoeuvre pour "décompresser en douceur" la combativité qui s'annonce forte, comme en témoignent les 18 et 21 juillet suivis par la quasi-totalité des ouvriers de Talbot. Un noyau, même petit, d'ouvriers de Talbot, regroupés en opposition à la bureaucratie syndicale sur le programme lutte de classe de l'organisation révolutionnaire d'avant-garde, aurait cherché à transformer les débrayages du 18 et 21 juillet en une réelle grève avec occupation, brisant ainsi le carcan bureaucratique.

### ROMPEZ AVEC MITTERRAND!

Comme le déclarait notre camarade Gilles Cazin, ouvrier à Renault-Cléon, prenant la parole contre le bureaucrate de la CGT qui venait de parler au rassemblement clôturant le débrayage du 10 mai contre le licenciement de 400 ouvriers sous contrat (cf. *le Bolchévik* n°40, juin): "(...) Et moi, je dis qu'il faut une vraie grève, et une grève pour gagner non seulement contre les licenciements et cela dépasse largement le cadre de Cléon, mais une grève contre l'austérité et contre les mobilisations réactionnaires, et pour cela il faudra bien rompre avec Mitterrand."

Mais ce n'est pas auprès de LO ou de la LCR que les ouvriers trouveront une telle alternative. LO s'adapte ignominieusement aux pires préjugés racistes des couches les plus arriérées du prolétariat. Quant aux centristes droitiers de la LCR, ils appellent à "lutter contre le racisme"... en cherchant à attirer, comme le 18 mai, les flics racistes dans leurs manifestations! Toute la politique de la direction de la LCR vise au contraire à prêcher la confiance en Mitterrand. Déclarer: "le gouvernement et la majorité peuvent et doivent rejeter les plans d'austérité de la direction de PSA, interdire tout licenciement" (*Rouge* n°1073, 22-28 juillet), c'est grotesque quand le gouvernement vient de les accepter



## LE BOLCHEVIK

### Abonnez-vous!

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)  
Hors Europe: 40 F (avion: 60 F) Etranger: mand. poste intern.

NOM \_\_\_\_\_ tel \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Le Bolchévik B.P. 135-10 75463 Paris cédex 10

## Balayez...

Suite de la page 10

et qu'il conduit depuis deux ans l'austérité; mais c'est surtout criminel parce que ça ne peut que démobiliser les travailleurs, et faire en définitive le jeu de la réaction. Ainsi, par exemple, la "riposte" que propose la direction de la LCR aux licenciements de l'automobile n'est pas une mobilisation indépendante du gouvernement -- la grève générale de l'automobile -- mais une pression parlementaire sur Mitterrand: "une manifestation de masse qui dirait au gouvernement: écoutez les exigences des travailleurs, rejetez celles des patrons" (*Ibid.*) Une manifestation devait être encore trop combative; ils viennent de se rallier à une proposition de la CFDT: l'envoi de cartes postales au gouvernement!

Si les bureaucrates réformistes, aidés par les capitulards d'"extrême gauche", sabotent la nécessaire riposte dans l'automobile, c'est pour protéger le gouvernement Mitterrand et le régime capitaliste qu'il sert. Une mobilisation d'un secteur aussi décisif et combatif que l'automobile représente une épreuve de force avec toute la bourgeoisie et son gouvernement, épreuve de force qui risque fort de déborder le cadre de l'automobile vu la colère qui existe dans la classe ouvrière devant les mesures d'austérité qui la frappent et devant la réaction qui étale avec de plus en plus d'arrogance son anti-communisme et son racisme. Une telle situation pourrait bien permettre au prolétariat, organisé dans ces embryons de pouvoir ouvrier que sont les comités de grève et comités d'usine, de passer à l'offensive et poser la question: qui est le maître dans ce pays? La bourgeoisie -- avec ses Mitterrand, Fiterman et autres lieutenants ouvriers -- ou le prolétariat? Mais la condition indispensable pour conduire cette mobilisation jusqu'à la victoire -- l'instauration du gouvernement ouvrier expropriant la bourgeoisie -- c'est la construction d'un parti révolutionnaire, trempé dans les luttes et ayant une implantation significative dans les bastions ouvriers.

## Terreur raciste...

Suite de la page 2

c'est bien, mais y'en a marre. On l'a faite à Nanterre, on l'a faite partout. Y'en a marre de la dignité. Ce que nous voulons, ce sont des garanties" (*Libération*, 2-3 juillet).

Ces jeunes immigrés de la deuxième génération sont pour la plupart condamnés au chômage et privés de formation professionnelle efficace. Ils constituent ainsi une condamnation sans appel de la faillite du réformisme municipal du PCF, qui n'a pas autre chose à offrir aux immigrés que la ségrégation et l'expulsion, comme l'agression raciste de Vitry en décembre 1980 l'a bien démontré! La direction du PCF cherche à se débarrasser d'un problème trop voyant en parlant de disperser les "ghettos".

### ... ET LES USINES

La bureaucratie ouvrière réformatrice est le plus grand obstacle à la mobilisation antiraciste. Elle cherche à enchaîner les travailleurs au sort du capitalisme pourrissant au nom de "Produisons français" et reprend la propagande crapuleuse de la pègre fasciste en laissant entendre que chômage et immigration seraient liés. Mais si le mouvement ouvrier reste passif en face des attaques brutales anti-immigrées, les jeunes immigrés seront forcés de s'exprimer dans les actes de violence individuelle ou des explosions de rage et de désespoir dans les quartiers au lieu d'une lutte organisée et efficace contre leur oppression. Car les vrais bastions de la puissance sociale des immigrés ce sont les usines et non les foyers et quartiers.

En effet, du point de vue d'un quartier isolé, comment imaginer

foutre dehors une présence policière qui ressemble à celle d'une armée d'occupation? Ce n'est pas par hasard que, conscients de leur impuissance devant l'Etat bourgeois, les habitants immigrés se trouvent réduits à demander la réforme de la police. Ainsi, après la tentative de meurtre de Nacer M'Raidi par un flic, le Collectif de solidarité de Châtenay-Malabry a réclamé "l'épuration de la brigade de Sceaux" et qu'"une réflexion publique s'instaure sur le recrutement, la formation et le rôle de la police" (*Tribune ouvrière*, 25 février).

Cette proposition utopique pour "humaniser" les bandes armées du capital est parue, et avec son approbation, dans le journal de la Ligue socialiste des travailleurs (LST -- filiale française de l'escroc pseudo-trotskyiste argentin Nahuel Moreno, qui effectue un travail paternaliste parmi les immigrés). Les suivistes pseudo-trotskyistes, maoïstes et "gauchistes" ont toujours privilégié les luttes des foyers et des quartiers au lieu du combat contre la bureaucratie réformatrice au sein de la classe ouvrière. Pour contourner les appareils réformistes, ils applaudissent aux luttes les plus désespérées telles que les grèves de la faim.

On voit aujourd'hui une floraison de tracts d'"extrême gauche" appelant à construire des comités de quartier, etc. Cette orientation vers des immigrés considérés non comme un secteur clé du prolétariat mais comme "les plus opprimés" mène à une stratégie de pression sur le gouvernement. Ainsi, la LCR de Krivine soutient sans critiques toutes les manifestations chapeautées par le PCF dans les quartiers. Elle n'appelle qu'à les amalgamer en une manifestation à l'échelle nationale. Le 18 mai dernier, la direction de la LCR a déjà donné une idée du caractère d'une telle manifestation en essayant -- vainement -- d'y faire venir les flics de "gauche" de la FASP! Elle n'offre aux immigrés que la perspective de défilier avec leurs propres oppresseurs. Face à la terreur raciste, le programme de la LCR pour les immigrés se réduit à une série de propositions parlementaires (carte unique de 10 ans, droit de vote). Pour les jeunes de la deuxième génération ("citoyens français"), cibles des racistes, elle n'a rien à dire.

La soi-disant "extrême gauche" blanchit le gouvernement en blâmant exclusivement la droite pour le climat raciste. Dans un article sur une manifestation de l'Association des travailleurs algériens en France, le *Monde* (2 août) rapporte: "Les organisateurs ont empêché un groupe de manifestants gauchistes de déployer une bannière sur laquelle on pouvait lire: 'Flics hors des syndicats'." Ce groupe était la Ligue trotskyste, et nous avons été censurés pas seulement à cause de notre mot d'ordre contre les flics, mais aussi parce que nous appelons les travailleurs à rompre avec Mitterrand et à former des milices ouvrières pour écraser la réaction.

Une véritable mobilisation de l'énorme puissance de la classe ouvrière contre la terreur raciste exige de rompre avec ce gouvernement anti-ouvrier. Une telle mobilisation n'est pas un rêve utopique. L'été 1973, en réponse à une vague d'atrocités racistes, le Mouvement des travailleurs arabes (MTA), qui ne regroupait qu'une poignée de militants appela à la grève. La réponse fut massive -- des dizaines de milliers de travailleurs immigrés firent grève, à la grande surprise de tout le monde, y compris du MTA. Mais face à l'hostilité des bonzes de la CGT, le MTA n'a pas su briser son isolement à l'égard du reste de la classe ouvrière française; plus tard le MTA se désintégra. Son nationalisme arabe ne donnait aucune perspective pour un combat révolutionnaire dans les syndicats pour arracher les travailleurs de l'emprise bureaucratique et mobiliser toute la classe ouvrière contre la terreur raciste.

Les ouvriers immigrés ont montré leur puissance dans la grève. C'est de là que la riposte doit partir. Lutter contre les expulsions, pour les pleins droits de citoyenneté, contre la terreur policière c'est défendre le secteur le plus combatif du prolétariat dont les grèves de

l'automobile ont montré la voie à toute la classe ouvrière. Mais seule l'instauration d'un gouvernement ouvrier et l'expropriation de la bourgeoisie peuvent en finir avec la terreur raciste.

## «Trotskyiste» du pape

Suite de la page 9

ici ce soir réalisent que ta position sur l'Afghanistan est le soutien aux mollahs qui sont en rébellion, versant le sang des soldats de l'Armée rouge qui luttent pour défendre les droits élémentaires tels le droit des femmes à apprendre à lire. Et naturellement, en Pologne, il soutient ce syndicat de type-CIA [interruptions] (...) Et ce n'est pas une surprise qu'un groupe sinistre d'admirateurs des Oustachis soit le bienvenu dans ce meeting, alors que les trotskystes de la Spartacist League... [submergé sous les cris et les interruptions]. Mandel consacra la plus grande part de sa longue réponse à la Pologne, ne disant rien, bien sûr, sur la délicate question de l'Afghanistan où le soutien formel du SWP aux forces soviétiques est à l'opposé de l'appel de Mandel à une défaite soviétique. De même, Mandel ignore les adorateurs de Pavélitch, amis du SWP. Il a commencé en demandant avec emphase si "le but du réarmement aujourd'hui -- je ne dis pas historiquement, dans 10 [!], 15 [!] ou 20 ans [!] -- mais aujourd'hui, est d'attaquer l'Union soviétique?" Sa réponse: "Non, la cible immédiate de la campagne actuelle de réarmement, c'est la révolution salvadorienne, c'est la révolution nicaraguayenne, c'est la révolution palestinienne, c'est la révolution arabe et non l'Union soviétique."

C'est de la démagogie la plus cynique. Le "consensus antisoviétique" de Reagan/Begin au Proche-Orient, les troupes impérialistes à Beyrouth-Ouest et au Sinaï -- constituant les têtes de pont pour la Force de déploiement rapide de l'impérialisme américain et pour la "Pax americana" dans la région -- ont été imposés comme partie intégrante de l'holocauste sioniste contre les Palestiniens et les musulmans pauvres du Liban. Plus évidents et provocateurs deviennent les plans de guerre de l'impérialisme US pour acquérir la capacité de "première frappe" contre l'Union soviétique, plus l'administration Reagan affirme de façon inquiétante qu'elle voit les combattants palestiniens, les insurgés du Salvador, les sandinistes nicaraguayens comme des "succédanés soviétiques", et plus le SU doit nier la réalité pour éviter le programme trotskyste de défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers bureaucratés contre l'agression impérialiste.

Sous les applaudissements, Mandel ridiculisa la campagne de guerre antisoviétique de l'impérialisme US comme étant une "imagination" et un "mythe"; il finit par arriver au coeur du sujet, une attaque de 10 minutes contre l'"absurdité contre-révolutionnaire" spartaciste sur la Pologne. Il réduisit à des "inclinations idéologiques" l'influence puissante de l'Eglise catholique romaine dans la patrie du pape polonais Wojtyla, déclamant sur tous les tons que les cléricaux-nationalistes de Solidarnosc "sont les meilleurs socialistes dans le monde" (opposés, nous supposons, aux héros stalinien cubains des partisans de Barnes). La position de "troisième camp" de Mandel plutôt explicite n'a pas été plus évidente que lorsqu'il s'en prit à notre caractérisation de Solidarnosc comme un "syndicat"-maison pour la CIA et les banquiers: "Qui sont les patrons des usines polonaises aujourd'hui? Les impérialistes américains? Est-ce eux qui dirigent la Pologne ou est-ce que ce sont les bureaucrates polonais? Donc, qu'est-ce qu'un syndicat patronal en Pologne? (...) Les syndicats patronaux en Pologne sont les syndicats gouvernés par l'Etat dirigé par la bureaucratie polonaise." "Les syndicats libres", cria Mandel reprenant ainsi le traditionnel mot d'ordre

de combat de Radio-Frère-Europe pour l'anticommunisme de guerre froide, "sont les syndicats de Solidarnosc qui représentent les 3/4 de la classe ouvrière polonaise."

Mandel continua en fournissant un alibi au "syndicat" favori du "monde libre" (en fait un mouvement cléricol-nationaliste incorporant de larges secteurs de l'intelligentsia, des petits bureaucrates, des prêtres, etc.), en soulignant les concessions de la bureaucratie polonaise telles que l'extension de la "propriété privée dans l'agriculture jusqu'à 100 hectares". Il n'y a là rien de bien nouveau. Le crime de la bureaucratie est précisément que sa conciliation avec la réaction produit et alimente la menace contre-révolutionnaire. Mais c'est bien Solidarnosc, avec la bénédiction du pape, qui a menacé d'une grève nationale au nom de la paysannerie restauracionniste propriétaire organisée dans Solidarnosc rural. Là est la base sociale réelle de l'Eglise catholique en Pologne, alors que Mandel dit que "le pape va en Pologne cette année afin d'approfondir la paix sociale"! Et ceci seulement quelques mois après le voyage du pape en Amérique centrale, dénonçant les "systèmes collectivistes" et exhortant à une guerre sainte contre les sandinistes!

En tant que marxistes, nous sommes convaincus que la masse des travailleurs polonais peut être débarrassée de son engouement actuel pour l'Amérique de Reagan, le Vatican de Wojtyla et la mémoire du dictateur réactionnaire Pilsudski et être gagnée au programme communiste authentique de révolution politique ouvrière pour défendre et étendre les acquis anticapitalistes de l'Etat ouvrier déformé polonais.

Adapté de Australasian  
Spartacist n°102

## «Solidarité» de Mandel...

Suite de la page 9

du Secrétariat international", la *Vérité*, 20 novembre-3 décembre 1953. De plus, contrairement au SWP américain alors trotskyste, le SI de Pablo/Mandel refusa explicitement d'appeler au retrait des troupes soviétiques qui écrasèrent la révolte du 17 juin. Cette concession au stalinisme, qui niait la nécessité d'une direction trotskyste indépendante, fut un élément clé dans la destruction de la Quatrième Internationale par le liquidationnisme pabliste.

De même, en 1956, Pablo et Mandel saluèrent l'accession au pouvoir de Gomulka comme une révolution politique contre le stalinisme et comparèrent favorablement la Pologne de Gomulka à la réelle révolution politique en Hongrie. "En Pologne, grâce au rôle de direction qu'a pu jouer le parti ouvrier, conquis, transmis par la tendance Gomulka, expression elle-même, certes déformée, de la vraie tendance des masses, mais tendance centriste évoluant tout de même à gauche -- la révolution politique des masses contre le régime bureaucratique a pu faire l'économie d'un errement dans l'incertitude et la confusion et éviter les dangers inhérents à une telle situation. (...)

"En Hongrie, l'absence de toute direction politique centralisée et tant soit peu claire a provoqué au contraire, à partir d'un certain moment, exactement ces défauts et dangers (...)" (*Quatrième Internationale*, vol 14, n°10-12, décembre 1956). En réalité, l'accession au pouvoir de Gomulka empêcha une révolution politique et mit en marche un enchaînement de situations qui a finalement conduit à l'explosion contre-révolutionnaire autour de Solidarnosc. En glorifiant le régime de Gomulka comme le renversement du stalinisme, les Pablo et Mandel ont aidé au discrédit du trotskysme en Pologne et ainsi au renforcement des forces de la réaction cléricol-nationaliste comme seule alternative apparente au stalinisme.

Adapté de Workers  
Vanguard n°332

## Massacres au Sri-Lanka

9 août -- Le président J.R. Jayewardene, qui se veut un "homme fort", s'est trouvé à la tête d'une boucherie -- mettant tout à feu et à sang -- contre les Tamouls, frappant massivement familles, jeunes, prisonniers sans défense et travailleurs misérables des plantations; la semaine dernière se sont ainsi écroulés ses projets de "puissance grâce au capitalisme du tiers-monde". La dictature de J.R. cherchait à reposer sur (1) l'hostilité et la déception amère des masses cinghalaises à l'égard de la misérable expérience de l'ancien front populaire de Mme Bandaranaike, bloc de nationalistes cinghalais avec les révisionnistes du parti communiste et du LSSP, (2) la tentative d'apaiser les masses opprimées tamoules avec des concessions trop tardives et insignifiantes et des promesses mensongères, et (3) sa réelle base politique dans les classes aisées, militairement appuyée sur le corps des officiers, la police et les soldats cinghalais, ainsi que sur la pénétration économique impérialiste étrangère, le tout en collaboration avec les buts de la politique extérieure des Etats-Unis. Tout cela était supposé le rendre président à vie.

Le résultat: l'horrible image de ce corps brûlant dans la rue, qui ne donne qu'un aperçu des massacres sanglants incités et accomplis par le gouvernement. Une touriste norvégienne de retour du Sri-Lanka a rapporté qu'elle et sa fille avaient vu une bande de cinghalais stopper devant elles un autobus sur la route, en bloquer toutes les issues, l'arroser d'essence et y mettre le feu, alors que des "centaines de spectateurs" regardaient sans bouger les vingt Tamouls brûler vifs à l'intérieur: "Des centaines, peut-être des milliers, doivent déjà avoir été tués. (...) Des femmes, des enfants, des personnes âgées ont été massacrés. La police et les soldats n'ont rien fait pour arrêter le génocide", disait-elle (*Philadelphia Inquirer*, 29 juillet). Le 28 juillet, un Tamoul fut frappé et chassé, nu, de wagon en wagon dans un train roulant entre Colombo et Kandy jusqu'à ce qu'il en tombât mort. Son corps mutilé fut jeté du train. Un correspondant de ABC [une chaîne de télévision américaine], John Mills, rapportait: "On m'a dit qu'on laissait le choix aux Tamouls dans les boutiques ou chez eux, pendant les émeutes, d'être brûlés vifs à l'intérieur ou bien de sortir pour être battus et frappés à mort. On m'a dit que la plupart choisissaient d'être brûlés à l'intérieur." Les maisons tamoules furent systématiquement marquées afin d'être incendiées par des hommes tenant entre leurs mains des listes électorales (*Hindustan Times*, 30 juillet). Plus de 100 000 ont fui, terrorisés, leurs maisons calcinées et sont toujours entassés dans des camps de concentration. Dans les régions montagneuses de l'intérieur, un journaliste du *Times* de Londres parlait de "bandes de jeunes hommes [arrêtant] des voitures dans tous les villages. (...) Brandissant des matraques et des couteaux, ils arrêtaient les véhicules pour trouver des Tamouls." Dans le temple de la Dent [de Bouddha], au centre de la ville de Kandy, le corps d'un Tamoul fut retrouvé, flottant dans le lac idyllique.

Peu de recits épouvantables sont encore parvenus de la région du Nord tenue coupée du reste du pays. Plusieurs rapports parlent de villages tamouls entiers et de l'université de Jaffna dévastés suite aux bombardements par des hélicoptères de l'armée. Des rumeurs d'un massacre



Tamoul brûlé vif dans les rues de Colombo, une des nombreuses victimes de la terreur orchestrée par le gouvernement de Jayewardene



## Des armes pour le peuple tamoul! USA, hors de l'océan Indien!

par l'armée il y a plus d'une semaine viennent seulement d'être confirmées par le gouvernement. Le 25 juillet, à Jaffna, lors de violentes fusillades aveugles contre les Tamouls, les troupes gouvernementales ordonnèrent à au moins vingt Tamouls de sortir d'un autocar, y compris des femmes, et elles les ont abattus un par un dans la rue.

La tendance spartaciste internationale a été à l'initiative de manifestations dans six pays, sur trois continents, dans le cadre d'une campagne internationale pour sauver le peuple tamoul de la furie de Jayewardene. La vie de trois millions d'hommes, de femmes et d'enfants -- le sort d'un peuple tout entier -- est en jeu. Cette question de vie ou de mort exige une action urgente de la classe ouvrière internationale et de ses alliés. Nous exigeons: **Arrêtez les massacres de J.R. -- Défendez le peuple tamoul! Retrait immédiat des troupes cinghalaises des régions tamoules! Des armes pour le peuple tamoul!** Les Tamouls dans les camps de réfugiés sont maintenant à la merci des mêmes bouchers militaires qui ont manigancé et exécuté ce pogrom pour les repousser vers le Nord. **Transfert des Tamouls des régions cinghalaises vers le Nord sous la protection de l'armée indienne! Aucune confiance dans Indira Gandhi! Non aux troupes "de l'ONU"!**

L'atrocité en train de se dérouler au Sri-Lanka marque une rupture dans l'histoire de cette nation insulaire; cette société ne sera jamais plus la même. L'impact de ce bain de sang et de ces transferts massifs de population peut seulement être décrit comme une catastrophe. J.R. a déchiré le pays, forçant la séparation des peuples en éliminant les Tamouls du Sud et des régions montagneuses et mettant les survivants dans des bateaux pour les concentrer dans les régions du Nord. La revendication démocratique élémentaire maintenant posée, c'est un plébiscite des masses travailleuses tamoules pour se prononcer sur la formation d'un Etat indépendant dans le Nord. **Pour le droit au Tamil Eelam!**

La répression et la concentration

des Tamouls sont liées à bien des égards à une course à la guerre contre l'URSS. Dans sa délirante liste, qui s'allonge, de faux scélérats et d'alibis, J.R. a incroyablement accusé les Soviétiques d'orchestrer le communalisme, les meurtres massifs et le pillage -- complot pour renverser son gouvernement. Selon des informations récentes, J.R. a l'intention d'expulser 80% du personnel diplomatique des ambassades soviétique et est-allemande. Dans sa frénésie antisoviétique, J.R. a même chassé du pays le représentant du Vatican parce qu'il aurait soi-disant collaboré avec les terroristes tamouls, et il a dénoncé Amnesty International pour être une bande de communistes. Les prétentions du Sri-Lanka au "non-alignement" sont du vent. Le gouvernement de l'UNP (United National Party) montre d'un doigt accusateur l'Union soviétique comme étant une "superpuissance ayant derrière elle une longue histoire subversive dans le tiers-monde", comme si ce n'était pas la CIA ou le Fonds monétaire international (FMI) qui s'activent partout dans le monde pour renverser des gouvernements et affamer le peuple pour les profits impérialistes. Il est clair que J.R. cherche à vendre la force de travail cinghalaise et le port stratégique de Trincomalee à la "superpuissance" qui revendique la puissance militaire. Comme Edward Snyder, amiral à la retraite de la marine US, le disait lorsque le [navire de guerre] USS New Jersey a repris du service: "Si tu es un bouddhiste et que quelqu'un te vise avec un canon d'un cuirassé: 'Ou dois-je signer pour devenir chrétien, chef?'" Depuis quelque temps maintenant, le Sri-Lanka sollicite son entrée dans l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est, une bande de souteneurs pour le sanguinaire Pol Pot), l'instrument de première ligne pour les tentatives impérialistes de reconquérir le Vietnam.

Ce n'est pas pour rien que J.R. devient célèbre sous le nom de "Yankee Dickie"; il est l'homme de Reagan dans l'océan Indien. Et il aspire sûrement à devenir le modèle de

Jeane Kirkpatrick [représentante de Reagan à l'ONU] du "dictateur autoritaire modéré". L'administration Reagan a fait l'éloge du Sri-Lanka comme modèle de développement du tiers-monde, un paradis de la libre entreprise pour les impérialistes. Pour les masses sri-lankaises, cela signifie des salaires de un dollar par jour et des conditions de travail d'esclave pour les ouvrières des "zones franches" et les ouvriers tamouls des plantations. Les impérialistes américains ont des projets pour Trincomalee comme partie de leur plan pour assurer leur hégémonie dans l'océan Indien et encercler l'URSS. J.R. cherche à échanger le port en eaux profondes, stratégiquement important, de Trincomalee afin d'avoir accès aux marchés américains pour les produits bon marché des "zones franches". Le gouvernement de l'UNP a poursuivi une politique consciente de colonisation cinghalaise des régions auparavant majoritairement tamoules telles que Trincomalee, d'une façon non différente de la politique sioniste en Cisjordanie. Les demandes du gouvernement sri-lankais pour une assistance militaire des USA, de la Grande-Bretagne, du Pakistan et du Bangladesh pour repousser la menace d'une "invasion étrangère" apparaissent comme une provocation ouverte contre l'Inde, la quasi-amie de l'URSS. J.R., comme son grand frère à la Maison Blanche, semble n'avoir aucun scrupule à entraîner le monde plus près encore de la troisième guerre mondiale. **Les massacres de J.R. pavent la voie aux bouchers des USA! USA, hors de l'océan Indien! Bas les pattes devant Diego Garcia! Aucune base US à Trincomalee! A bas la course à la guerre antisoviétique!**

### J.R., PINOCHET DU SRI-LANKA

La presse bourgeoise essaie de décrire cette conflagration comme une explosion spontanée de luttes communalistes raciales ou comme une réaction contre le mouvement séparatiste tamoul. C'est un mensonge

Suite page 4